

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et de mise en place progressive du processus de décentralisation, les communes et leurs communautés respectives à la base, occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs dans la promotion de leur propre développement. Cependant, l'implication des administrés à la gestion des affaires publiques reste complexe voire délicate en ce sens qu'elle exige une préparation efficace des différents relais entre les services centraux et la base. C'est l'une des raisons pour laquelle de nombreux projets et programme tels le PNDP, œuvrent à l'accompagnement de sa mise en œuvre (Décentralisation).

Par ailleurs, à la faveur de la promulgation des lois N° 2004/017 et N° 2004/018 du 22 juillet 2004, portant respectivement orientation de la décentralisation et fixant les règles applicables aux communes, le Cameroun a pris l'option de fonder son développement sur la promotion du dialogue social et la participation des communautés à la gestion des biens communs pour une meilleure coordination des politiques nationales avec les programmes de développement locaux.

Dès lors, les communes ont été investies de la responsabilité de conduire le développement local et de contribuer à la réduction de la pauvreté par la mobilisation de tous les acteurs et une meilleure utilisation des ressources disponibles. Afin de permettre à ses populations de disposer de moyens d'une participation effective au processus de développement de leur localité, améliorer son fonctionnement et les performances de son personnel, améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base, promouvoir les capacités d'emploi et d'auto emploi, améliorer la gestion des revenus ainsi que la gestion de ses ressources naturelles, la Commune de KALFOU a communiqué son besoin d'élaborer un PCD avec l'aide et l'appui technique et financière du PNDP.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui est un outil de mise en œuvre de la décentralisation du gouvernement camerounais avec l'appui de ses partenaires, a de ce fait, à travers sa cellule régionale de l'Extrême Nord, lancé une demande de propositions pour le recrutement des Organismes d'Appuis Locaux (OAL) susceptibles d'accompagner les communes parmi lesquelles la commune de Kalfou. Cette dernière a été attribuée au Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local (CANADEL) depuis le mois de Novembre 2010.

La première étape de la mission du CANADEL à consister au lancement des activités de planification de la commune et ce à travers la présentation de l'équipe des planificateurs le 1^{er} février 2011 ainsi que la visite des 21 lawanats afin de confirmer le passage des équipes de planification.

La seconde étape a consisté au Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) qui a démarré le 03 février 2011 par le lawanat de Daïba. Cette phase de collecte de données participatives s'est achevée le 20 mars 2011.

La troisième étape a été consacrée au Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et Diagnostic de l'Institution communale (DIC) ; les deux diagnostics ont été réalisés simultanément et se sont déroulés du 15 au 25 mars 2011.

Quant à la quatrième étape, elle a été consacrée à l'élaboration du rapport diagnostic consolidé et à l'organisation de l'atelier communal de planification qui s'est tenue du 28 au 30 novembre 2011. Cet atelier de planification qui a connu la participation des sectoriels, avait pour but d'amener les différentes parties prenantes de la Commune à réfléchir profondément sur leurs problèmes de développement et à planifier les activités principales dans un document technique dénommé « Plan Communal de Développement

(PCD) ». Ce PCD matérialise la vision de développement de la Commune sur les différents secteurs.

C'est à cet effet qu'une équipe pluridisciplinaire de Consultants du CANADEL conduite par Monsieur Henri Oscar MENGUEDE avait séjourné dans ladite commune.

1.2. Objectifs de la planification

De façon globale, l'élaboration du PCD vise à doter la Commune de Kalfou d'un document de référence qui définit la vision du développement de son aire géographique et fixe les actions à entreprendre à court et à moyen termes.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Identifier et planifier les actions à entreprendre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- Identifier les projets porteurs du développement par secteur dans la Commune;
- Mettre en place un cadre de concertation entre tous les acteurs identifiés pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités déclinées du PCD ;
- Mettre en place une stratégie marketing pour la vulgarisation du PCD et la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées de projets inscrits dans le PCD

1.3. Structure du document

Le présent rapport est articulé de la manière suivante :

- Introduction
- Méthodologie
- Présentation sommaire de la commune
- Plan de développement stratégique par secteur (28 cadres logiques)
- Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) sur trois ans
- Cadre d'évaluation environnementale sommaire du CDMT
- Plan d'Investissement Annuel (PIA)
- Plan de Passation de Marché (PPM)
- Annexes

2.APPROCHE METHODOLOGIQUE

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

L'élaboration du Plan Communal de Développement de Kalfou est passée par la conduite d'un processus de planification participative étalé sur environ 4 mois. La préparation de l'ensemble du processus s'est déroulée à plusieurs niveaux : au niveau de l'OAL, des autorités administratives, communales, traditionnelles et au niveau du PNDP-EN.

Au niveau de l'OAL

Il a été question pour l'OAL, après l'atelier de formation conduit par le PNDP à Yagoua, de :

- Répertorier les ressources humaines nécessaires à l'exécution du travail sur le terrain et leur faire une petite formation sur les objectifs et buts de la mission;
- Préparer le matériel didactique ;
- Elaborer un chronogramme des activités sur le terrain et le proposer au Maire ;
- Repérer, recruter et former un facilitateur endogène par village.

Au niveau des autorités Administratives, communales et traditionnelles

Il s'est agi au cours des rencontres avec le Sous préfet de l'arrondissement et le maire de :

- Faire connaître la présence et les objectifs de la mission au « chef de terre » ;
- Préparer les correspondances à adresser aux autorités traditionnelles ;
- Préparer les discours et autres allocutions des autorités ;
- Mettre sur pied le Comité de Pilotage (COFIL) suivant un arrêté municipal qui définit le mandat et la composition de cet organe. Pour ce faire, la Mairie a pris un arrêté créant le comité de pilotage et dont la mission est de suivre et de faciliter le processus. Ce comité a notamment sensibilisé les populations sur les objectifs et les enjeux du processus.
- Signaler la présence de la mission sur le terrain au Lamido de Kalfou et acquérir son adhésion au processus
- Lancer officiellement le processus de planification dans la Commune de Kalfou. Vu le retard accusé par l'OAL dans le démarrage des travaux cette étape n'a pu être réalisé ceci a été sans conséquence sur le processus.

Au niveau du PNDP

La préparation avec le PNDP a permis d'accélérer le démarrage du processus et de s'accorder sur le chronogramme et la méthodologie d'intervention des équipes sur le terrain.

2.2 Collecte des informations et traitement des données

Compte tenu du contexte du développement participatif dans lequel nous avons évolué, les outils et techniques de collecte de données de la MARP ont été utilisés : il s'agit des fiches de collecte de données (interviews) et du brainstorming où chacun des participants aux ateliers avait la possibilité de donner son point de vue. Les travaux en sous groupes ont permis de prendre en compte les contraintes des différents groupes socioprofessionnels. Les travaux en plénière ont permis d'harmoniser et de valider les résultats des travaux réalisés en sous groupes. Les sources orales ont été celles les plus utilisées lors des diagnostics. Toutefois, nous nous sommes appuyés autant que faire se peut sur les quelques données statistiques disponibles auprès des délégués d'arrondissement de certains secteurs et auprès des services de la mairie (Secrétaire général, Receveur Municipal) pour recueillir les données secondaires issues de l'analyse des documents (rapports, plan de campagne, budgets, etc.).

Nos enquêtes sur le terrain ont porté sur l'ensemble des populations de la Commune de Kalfou et à trois niveaux d'observation à savoir le Village, l'institution communale et l'espace urbain.

✿ *Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) :*

Le DPNV avait démarré le lendemain de l'atelier de lancement des activités de planification de la commune de Kalfou le 03 février 2011. Les travaux dudit diagnostic ont démarré par la planification participative du Lawanat de Daïba. Les activités de planification ont duré 3 jours par village et les outils suivants étaient utilisés : le profil historique, la carte des ressources naturelles, le SEPO, la carte de mobilité, le diagramme de venn, la carte de vulnérabilité, les questionnaires, les interviews, le transect et les arbres à problèmes. La fin des activités de planification dans chaque Lawanat/village était marquée par la mise en place d'un comité de concertation (CC) villageois qui a pour mission de suivre la mise en œuvre des solutions endogènes qui ont été identifiées et validées par la communauté. Ainsi, les **21 lawanats/villages** de la commune ont été couverts pendant nos travaux.

✿ *Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) :*

Les activités du DEUC ont effectivement démarré avec une séance de sensibilisation des populations de la zone urbaine. Cette collecte s'est déroulée au niveau du centre urbain à côté de la résidence du Lamido de Kalfou pendant 3 jours. Nous avons au préalable identifié les différents corps de métiers qui existent au centre urbain, par la suite nous avons pris contact avec les responsables de chaque groupe socioprofessionnels. A partir de la fiche de collecte des données nous avons effectué des interviews semi-structurées pour chaque groupe. Les outils de collecte utilisés sont les mêmes que ceux du DPNV, à la seule différence que ce diagnostic insiste également sur les différents corps de métiers que l'on rencontre dans la communauté en milieu urbain.

✿ *Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) :*

La réalisation du DIC s'est déroulée simultanément avec le DEUC. Le travail a consisté à organiser des interviews semi-structurées avec l'exécutif communal et les agents communaux. Une réunion d'échanges a été organisée entre les agents communaux et l'exécutif communal, cela nous a permis de ressortir les forces, les faiblesses, les succès et les opportunités de la commune. A la fin de ladite réunion, nous avons identifié les axes prioritaires de renforcement de la commune. Les principaux outils utilisés ici sont : les interviews semi-structurées dont les discussions ont porté sur le fonctionnement de manière générale de l'institution communale, les fiches d'analyse du budget communal afin de comprendre son élaboration, les fiches d'analyses des ressources humaines, le SEPO et les observations directes.

Un masque de données avait été élaboré par le PNDP sur le fichier Excel, ce dernier a été remis chaque structure d'accompagnement des communes.

Après la phase de collecte, les données recueillies ont été dépouillées, apurées et organisées dans des tableaux issus des fiches de collecte puis traitées dans les logiciels Excel et Word. Elles ont également servi à la réalisation des cartes thématiques.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

2.3.1 Consolidation des données du diagnostic

Après le traitement statistique des données nous sommes passés à la phase de consolidation. Des rapports de diagnostic par secteur ont été élaborés et soumis à l'appréciation du PNDP et des sectoriels. Il s'agissait notamment :

- Du rapport Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) ;
- Du rapport Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- Du rapport Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).

Après lecture de ces derniers, des remarques et suggestions ont été apportées aux documents qui ont été retournés au CANADEL pour l'intégration des amendements aux fins d'aboutir au rapport diagnostic consolidé qui a été validé par le PNDP.

2.3.2 Cartographie

Des données géo référencées ont été collectées sur la base des informations préalables des différents diagnostics grâce à un GPS. Le CANADEL a recruté un consultant qui a sillonné l'ensemble des 21 villages au bout de 4 jours pour la collecte desdits points. Le fichier issu de cette collecte a été transmis au PNDP pour exploitation et réalisation des cartes thématiques de la commune.

2.4. Validation du rapport du diagnostic consolidé

Les données collectées dans les villages, l'espace urbain et au niveau de l'institution communale ont été compilées par l'équipe du CANADEL dans un rapport unique consolidé qui a été par la suite restitué au comité de pilotage du processus élargi aux sectoriels installés dans la commune au cours d'un atelier tout aussi participatif. L'Exécutif municipal ainsi que le Sous Préfet de l'Arrondissement de Kalfou ont pris part à cet atelier qui a permis la validation de la situation de référence de la Commune ouvrant ainsi la voie à la préparation de l'atelier de planification.

2.5. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Dans le cadre de la préparation de cette autre étape du processus, des cadres logiques sectoriels ont été élaborés par l'équipe de planification du CANADEL sur la base des problèmes identifiés et des solutions endogènes et exogènes proposées par les populations. Ces cadres logiques ont été soumis à l'appréciation des délégués départementaux des 28 secteurs concernés afin qu'ils soient validés en harmonie avec les politiques sectorielles émanant de chaque département ministériel respectif. Un cadre logique concernant le fonctionnement de l'institution communale elle-même a été rédigé et soumis à l'approbation de l'exécutif municipal.

Pour leur élaboration, la **pertinence** (cohérence et valeur ajoutée ciblant efficacement les problèmes et contraintes importants identifiés), la **faisabilité** (comment concrétiser les résultats ? compte tenu des moyens réellement mobilisables) et la **viabilité** (reproductibilité sans grandes contraintes externes, solutions à échelle locale, c'est-à-dire dont on peut assurer localement la maintenance, qu'on peut dupliquer) ont guidé l'équipe de planification.

L'atelier proprement dit s'est déroulé pendant 3 jours du 25 au 27 novembre 2011. L'ouverture des travaux a été présidée par le 1^{er} adjoint Préfectorale du Mayo Danay. Outre la présence des 28 sectoriels, on a noté la participation de l'exécutif communal, du Sous Préfet, des délégués d'arrondissement, des membres des associations des femmes, jeunes et handicapés et enfin du PNDP. Les activités suivantes y ont été menées :

- ❖ **Identification et analyse des problèmes prioritaires de la Commune** : l'outil utilisé était la présentation du rapport diagnostic consolidé validé par le COPIL et les cadres logiques sectoriels validés avec restitution en plénière par chaque délégué départemental ;
- ❖ **Présentation des ressources communales mobilisables**: Sur la base des accords de partenariats déjà négociés avec notamment le FEICOM, le PDR, le PNDP l'ETAT du Cameroun, les organisations PLAN CAMEROUN et HEIFER ainsi que les budgets et comptes administratifs de la Commune sur les 3 dernières années d'où a été dégagé les ressources propres de la Commune, le Maire à présenté les ressources mobilisables de manière certaine. Cette présentation a abouti au tableau des ressources mobilisables.
- ❖ **Planification des activités du PCD** : trois principaux outils ont été utilisés à savoir le cadre logique par secteur, le cadre de dépense à moyen terme (CDMT) et le plan d'investissement annuel (PIA)
 - Le cadre logique, il a permis de synthétiser les problèmes prioritaires de la Commune et de les compléter avec des indicateurs, des activités et des facteurs de risque (hypothèses ou facteurs externes) ;
 - Le CDMT, il a permis de planifier les Activités principales prioritaires de la Commune sur une durée de 03 ans et d'élaborer ainsi son PCD ;
 - Le PIA, il a permis de faire une programmation fine des Activités principales dont la mise en œuvre est prévue la première année.

2.6. Mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation participatif

A la fin de l'atelier de planification, une équipe de suivi-évaluation du PCD a été mise en place. D'un commun accord, les participants à l'atelier de planification ont décidé de la redéfinition des missions des membres du comité de pilotage. Ainsi, ceux des membres ayant répondu aux critères d'expérience et de disponibilité ont été choisis pour constituer le comité de suivi et d'évaluation. Certains des membres de ce comité ont été cooptés. Un arrêté municipal précisera ultérieurement leurs missions ainsi que leurs attributions.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La Commune de Kalfou créée en 1996 est située dans le Département du Mayo Danay dont elle est la porte d'entrée à 42 kilomètres de la ville de Yagoua. Elle compte 21 Lawanats/villages avec une population totale de 26 203 habitants répartie sur une superficie de 615 km² ; Elle est limitrophe au nord de l'Arrondissement de Moulvoudaye, au sud par l'arrondissement de Tchatibali, à l'est par l'arrondissement de Yagoua et à l'ouest par la municipalité et l'arrondissement de Touloum dans le Mayo Kani.



3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

Le climat ici est tropical de type soudano- sahélien à longue saison sèche, l'harmattan souffle d'octobre à mars. Les vents du sud apparaissent timidement en juin avant d'apporter la pluie en août et surtout en septembre. La pluviométrie moyenne varie entre 500 mm et 800 mm et les précipitations annuelles sont concentrées pour l'essentiel sur 3 mois (d'août à octobre). Les températures moyennes sont voisines de 30°C, avec des écarts thermiques très importants (7,7°C moyenne annuelle). Par ailleurs, les risques liés à la pluviométrie concernent la grande variabilité de la pluviométrie dans l'espace et dans le temps et l'agressivité des pluies. Ces contraintes climatiques contribuent, pour beaucoup, à l'exacerbation du processus de désertification dans cette zone. Ce climat est favorable à la culture du coton et des céréales. En fonction des saisons, le paysage est caractérisé par la savane arborée et herbeuse et des petites steppes à épineux par endroit.

3.2.2. Relief

Le relief de la commune est d'une absolue platitude inondable pendant les pluies à cause de la structure argilo sableuse du sol.

3.2.3. Sols

La zone sahélo-soudanienne dans laquelle se trouve la commune est caractérisée par une mosaïque de sols et de formations édaphiques variés. Ces sols sont généralement très sensibles à l'érosion hydrique et éolienne, accentuée par la disparition du couvert

végétal. Sous la pression humaine et les précipitations, ces sols subissent une forte érosion hydrique. L'écosystème se retrouve ainsi fragilisé par une forte densité des populations et une forte pression foncière. Il est soumis aux effets néfastes de la sécheresse exacerbée notamment par les pâturages et l'érosion des sols.

3.2.4. Hydrographie

Le réseau hydrographique communal est essentiellement constitué de petites mares d'eau artificielles pour l'abreuvement du bétail. Il n'existe pratiquement pas de cours d'eau important.

3.2.5. Végétation et flore

La végétation de Kalfou présente un couvert végétal assez varié. En fonction des saisons, le paysage est caractérisé par la savane arborée, herbeuse et de petites steppes à épineux sur des parcelles non occupées par des habitations et les champs. Les espèces herbeuses dominantes sont : Pennisetum purpureum, andopogon ssp, Hyparhénia rufa, Chromolaena odorata, Mimosa sp et de nombreuses graminées. Les bas fonds marécageux situés à la lisière de certains quartiers sont surtout colonisés par les Maranthacées et les Zynziberacées. D'autres espèces sont recensées dans la réserve forestière de la commune classée aire protégée. On y retrouve une forêt claire et une savane herbeuse. La forêt claire est composé de ligneux essentiellement constitués de balanites aegyptiaca, sclérocarya birrea, kigelia africana et sterculia setigera.

3.2.6. Faune

▪ Faune sauvage terrestre

La Commune de Kalfou abrite une faune sauvage très diversifiée et abondante. Cette faune sauvage se retrouve principalement dans la réserve forestière de Kalfou qui couvre une superficie de 4000 ha créée en 1933. Les principales espèces que l'on rencontre sont : les éléphants, les hyènes, les damalisques, de nombreux oiseaux.

▪ Faune sauvage aquatique

La faune sauvage aquatique est presque inexistante à cause de l'absence de cours d'eau d'envergure dans la Commune et nécessaire à son développement.

▪ La faune domestique terrestre

Elle est très riche et diversifiée. Elle est constituée d'un cheptel constitué de volaille, porcins, ovins, caprins et bovins, écains, azins et d'animaux de compagnie (chiens, chat).

3.3. Milieu humain

3.3.1. Population

Selon les récents résultats du dernier recensement de la population au Cameroun, c'est au total, à plus de 26 203 habitants qu'il faut estimer la population de l'arrondissement soient 12 685 hommes et 13 518 femmes. Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes. Le recensement dénombre 3669 habitants qui vivent dans la zone urbaine de Kalfou : soient 1914 hommes et 1755 femmes. Les hommes sont donc les plus urbanisés tandis que les femmes habitent majoritairement la zone rurale où 22 534 personnes vivent à savoir 10 771 hommes et 11 763 femmes. La population de Kalfou est donc en définitive fortement rurale pour plus des ¾.

Tableau 1 : Répartition de la population de Kalfou selon le sexe, le genre et l'âge.

Lawanats/Villages	Hommes	Femmes	Jeunes de moins de 16 ans	Enfants de moins de 5 ans	TOTAL
Kalfou centre	979	837	1420	433	3669
Miskine	287	309	572	230	1398
Thiou	272	311	466	115	1164
Dangmiguiri	217	299	326	102	944
Lokoro	277	320	425	316	1338
Goulourgou	221	296	234	46	797
Guinane	501	435	611	128	1675
Golopo	311	451	330	102	1194
Bougaye	527	649	723	317	2216
Djabewall Ecole	410	437	612	220	1679
Djabewall Malloum	234	203	212	82	731
Daïba	122	344	324	155	945
Baga	145	167	242	106	660
Goulmoun	206	216	212	45	679
Kouro kalfou	256	301	312	103	972
Gobio	326	344	560	155	1385
Dinao	201	321	123	90	735
Zaria	327	402	320	251	1300
Wouro Mal Sambo	319	321	245	86	971
Hamdallao	211	198	209	112	730
Djobtoyo	219	321	315	166	1021
Total	6568	7482	8793	3360	26203

Chacun de ces villages a à sa tête un Chef de 3^{ème} Degré appelé « Lawane » et appartenant diversement à l'ethnie peulh ou toupouri. On retrouve également un chef de premier degré qui est le Lamido de Kalfou et qui est de l'ethnie peulh. Les ethnies peulh et toupouri y sont répertoriées comme majoritaires. Par ailleurs, du fait des migrations, on y trouve également d'autres ethnies camerounaises (Massa, Béti, Bassa, Mousgoum, Mbororo, Mouzoï, etc.) et même étrangères venues principalement du Tchad voisin.

Population	Hommes	Femmes	Total
Zone urbaine	1914	1755	3669
Zone rurale	10771	11763	22534
Total général	12685	13518	26203
Répartition de la population par tranche d'âge dans l'espace urbain de Kalfou			
Moins de 15 ans	834	765	1599
Moins de 25 ans	1229	1127	2356
60 ans et plus	96	88	184
Population marginale de l'espace urbain			
Enfants défavorisés	12		
Handicapés moteurs et visuels	09		
Vieillards sans assistance	07		

Tableau 2 : Répartition de la population dans la Commune et dans la zone urbaine. Source : Enquête sur le terrain

Ces données précisent que 3669 individus habitent l'espace urbain avec une forte présence des hommes qui représentent 1914 individus tandis que les femmes se chiffrent à environ 1755. On constate aussi sur la base des données recueillies que la population de l'espace urbain communal est très jeune. Avec un fort pourcentage des moins de 25 ans soit 64,2%, les 60 ans et plus sont estimés à 5% seulement.

Il existe au sein de cette jeunesse des enfants défavorisés jugés vulnérables. L'essentiel des groupes vulnérables est constitué des « enfants dits de la rue », et des handicapés moteurs et visuels regroupés au sein d'une association dénommée AHOEV (Association des Handicapés, orphelins et Enfants Vulnérables) qui compte 21 membres. On dénombre aussi des vieillards des deux sexes qui sont sans assistance.

Figure 1

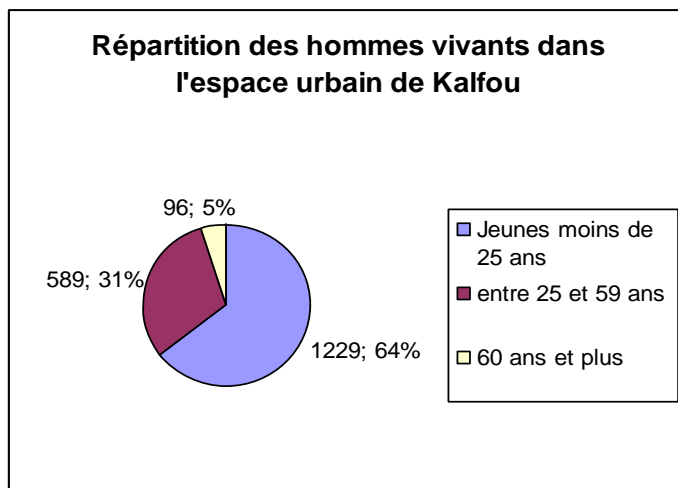
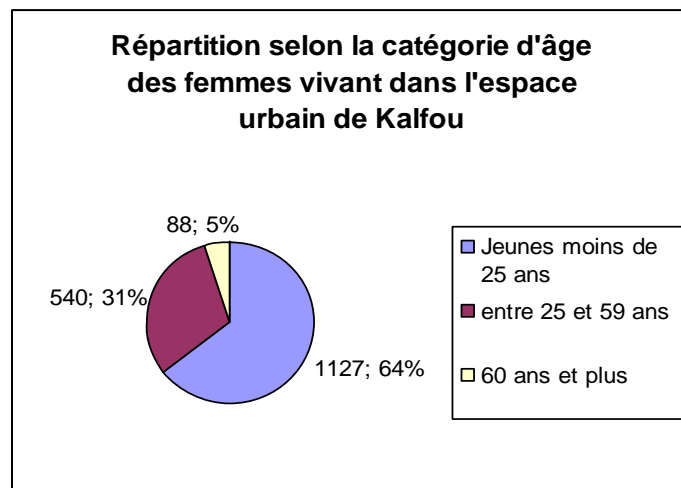


Figure 2



3.3.2. Organisation sociale et traditionnelle

L'organisation sociale diffère d'une ethnie à l'autre (Peulh, Toupouri, Massa, Mouzoï, etc.) même s'il existe des similitudes parce que partageant le même espace. Le *Lamido*, sa majesté TAMBOUTOU est le chef traditionnel de premier degré. Il est assisté dans sa tâche par des « *Kaïgama* » qui sont ses notables. Ceux-ci jouent auprès du lamido, le rôle de

conseillers. Les quartiers quant à eux sont dirigés par des « Djaouro ». L'accession à la chefferie de 1^{er} degré est héréditaire. Dans les lawanats, le lawane hérite son pouvoir d'un parent ayant occupé cette fonction. Mais il est aussi possible qu'il y'ai plusieurs aspirants à la succession du chef défunt ou grabataire, à ce moment, la population est sollicitée pour aider à la désignation du nouveau chef par le vote. C'est après ce choix que le Lamido puis l'autorité administrative entérinent le choix de la communauté en intronisant officiellement le préposé.

Les conflits récurrents sont généralement liés à l'occupation des terres, à la divagation des bêtes, aux querelles politiques et à divers problèmes claniques. Pour les résoudre, les plaignants font recours au djaouro ou au Kaigama. Si le litige n'est pas résolu, il est porté au niveau du Lamido. Ce n'est qu'après ces étapes que l'on peut recourir à la brigade de gendarmerie ou au bureau du BIR présent dans la ville.

3.3.3. Religion

Deux principaux groupes religieux sont répertoriés dans la commune : les chrétiens avec leurs nombreux démembrements (catholiques, protestants, évangéliques, pentecôtistes, témoins de Jéhovah, la communauté Missionnaire Chrétienne Internationale, etc.) et les musulmans qui sont presque entièrement de l'ethnie peulh.

3.3.4. Us et Coutumes

Les communautés de Kalfou ont presque la même façon de s'habiller. Malgré l'intrusion du mode vestimentaire occidental chez les chrétiens, les femmes peulh et toupouri continuent à arborer le pagne et le foulard, bien plus la femme peulh se voile la tête. L'homme peulh lui est toujours fidèle au boubou traditionnel. Les habitudes alimentaires sont à base de couscous de mil ou de riz, du niébé ou du poulet.

3.3.5. Habitat

L'habitat est de manière générale constitué de cases rondes ou rectangulaires. Il est dispersé et disposé en agglomérés de famille ou ethnie dans les différents quartiers et villages de la commune. L'enquête sur le terrain a permis de constater que les habitats sont anarchiquement construits avec un taux de promiscuité très élevé que ce soit en zone urbaine ou en zone rurale. On peut aussi les classer en plusieurs catégories : les maisons en matériaux définitifs, semi-définitifs ou provisoires (en tôles) avec ou sans latrines. Il est à noter que le problème de latrine est crucial pour les communautés rurales qui n'en ont pratiquement pas. Les principaux matériaux de construction utilisés sont la terre (poto poto), les briques d'argile ou de terre cuite, les parpaings, le ciment, la paille et les tôles ondulées en aluminium pour certaines constructions dans la zone urbaine.

Le mode de construction ici consiste en la réalisation d'une case principale, celle du chef de famille et des cases des épouses car ici la majorité des hommes sont polygames. Chaque épouse a sa cuisine et les concessions sont presque toujours clôturées en dur (espace urbain), en briques de terre cuite ou en nattes de sekho (zones urbaine et rurale).

La gestion des terres ici est l'exclusivité du Lamido qui en est le propriétaire. La sécurité foncière est inconnue et seule une poignée d'individus dispose d'un titre foncier.

Sur le plan administratif, on retrouve à Kalfou, une bonne frange des services de l'Etat au niveau de l'arrondissement, à savoir:

- La délégation de l'agriculture et du développement rural ;
- La délégation de l'élevage
- La délégation de la promotion de la femme et de la famille
- Un poste de contrôle forestier non bâti
- La délégation de la jeunesse
- La brigade de gendarmerie

- L'inspection de l'enseignement primaire et maternelle
- Le poste du BIR
- La sous préfecture
- La mairie

3.4. Economie locale

Le tissu économique de la commune est en partie concentré dans le secteur informel ; à côté des commerçants des denrées alimentaires, du carburant et autres médicaments de la rue, on note aussi la présence des motos taximen, des call boxeurs, des restaurateurs, des chargeurs, des guérisseurs traditionnels, des garagistes. L'élevage et l'agriculture constituent l'autre composante majeure du tissu économique de la commune de Kalfou.

3.4.1. L'agriculture

L'agriculture est le secteur d'activité, sur le plan économique, le plus important de la Commune car elle occupe la majeure partie de la population. C'est la première activité génératrice de revenus. Deux types d'agriculture y sont pratiqués : *l'agriculture vivrière et l'agriculture de rente*.

i) Agriculture vivrière

Les cultures vivrières les plus importantes sont le mil, le sorgho, le manioc, l'arachide, le Maïs et le haricot. Les produits tels la patate, l'igname sont également cultivés sur des surfaces de moindre importance. En ce qui concerne les cultures maraîchères, on cultive la tomate, le gombo, l'oignon, le piment, les condiments et les légumes divers (niébé). Parmi toutes ces cultures, celles qui sont les plus porteuses de la localité sont le mil, le sorgho, le niébé, le maïs, l'arachide et le haricot qui sont cultivées sur des surfaces moyennes.

Du fait de la forte pression démographique sur les terres, la pratique de la jachère a presque disparue. Les quantités produites sont faibles du fait de la non utilisation des semences améliorées et des techniques culturales archaïques avec un matériel tout aussi désuet et inadapté. Une autre contrainte majeure au bon rendement de la production des cultures vivrières reste la pluviométrie qui pour l'année 2010 a été de 866mm pour 46 jours de pluie. Tout à côté, on observe une présentation des différents postes agricoles de la commune. Leur positionnement géographique est fonction de l'importance relative des activités agricoles de la zone qu'elle couvre. Mais l'administration de l'agriculture a également tenu à ce que ces postes soient répartis de façon équilibrée sur l'ensemble du territoire communal. Cependant ces postes sont dépourvus de personnel et sont par conséquent non opérationnel.

L'écoulement des produits vivriers se fait sur le principal marché périodique de la commune tous les lundis ainsi que sur les autres marchés périodiques des villages. L'approvisionnement de ces marchés est assuré directement par les agriculteurs qui se déplacent à pieds pour certains, à moto, en charrette pour d'autres et en voiture lorsqu'il faut aller dans les marchés en dehors de l'arrondissement.

Il est difficile de pouvoir ressortir la production annuelle par individu dans le domaine de l'agriculture. L'organisation du marché ne permet pas la tenue d'un journal des ventes et des statistiques.

Toutefois, nous pouvons présenter quelques statistiques liées à l'exploitation agricole des principales cultures dans la Commune en 2010 :

Tableau 3 : statistiques sur les surfaces cultivées, les productions et les prix de vente

Culture	Superficie (Ha)	Production (tonne)	Rendement (Kg/ha)	Prix de vente moyen En FCFA/Kg
Mil rouge (sorgho)	2256	2301.12	1020	125 - 150
Mil péricléen	1784	2051.6	1150	150 - 200
Maïs	400	360	900	300
Arachide	140	119	850	700
Niébé	740	666	900	300 - 500
Manioc	830	18260	22000	550
Mouskouari (mil saison sèche)	2240	2016	900	150 - 200

Source : Délégué d'arrondissement de l'agriculture et du développement rural

ii) Agriculture de rente

Le coton constitue la principale culture de rente dans la zone. Malheureusement, la production et la commercialisation de cette spéculacion ne sont à proprement parler pas organisées et sont gérées entre la Sodecoton et les cultivateurs.

Il existe dans la commune de Kalfou des structures susceptibles d'aider les agriculteurs à l'amélioration de la qualité et des quantités produites : la délégation d'arrondissement d'agriculture par exemple ainsi que la construction par la Sodecoton des magasins de stockage. Cette société subventionne au moyen des semences, engrais et pesticides la culture du coton qu'elle est seule et de manière exclusive l'unique acheteur. Il est important de mentionner que vu les cours bas sur le marché camerounais une bonne partie de la production est vendue en contre bande vers le marché nigérian voisin.

Comme la plupart des communes camerounaises, l'arrondissement de Kalfou dispose d'un fort potentiel agricole (Terres arables, bas fonds riches et main d'œuvre disponible). Il a bénéficié de l'appui de nombreux programmes et projets. L'action de ces programmes a consisté le plus souvent à renforcer les capacités des producteurs à la base notamment par la tenue des sessions de formation sur les techniques de production semi intensive, sur les techniques de conservation des productions, l'organisation des ventes et parfois par la distribution des semences améliorées. Pour autant, les résultats restent mitigés. Les raisons avancées par les agriculteurs sont que les formations dispensées sont souvent courtes et très denses pour des gens le plus souvent âgés. Par ailleurs, l'enclavement de la commune rend l'évacuation des productions onéreuse et la méconnaissance des marchés porteurs ne permet pas de cibler des partenaires crédibles.

3.4.2. L'élevage

L'élevage fait partie des domaines d'activités porteurs dans la commune. Mais c'est un élevage sous valorisée : il s'agit d'un élevage extensif caractérisé par des cheptels très faibles. Parmi les espèces couramment rencontrées, on note les porcins, la volaille, les caprins, les ovins et les bovins, les lapins, équins, azins et canins. Il existe un marché de bétail à Kalfou mais qui manque fortement de dynamisme. Il existe aussi celui de Bougaye qui concerne uniquement les petits ruminants.

Tableau 4 : Effectif du cheptel et estimation des prix de vente

Cheptel	Effectifs	Estimation des ventes moyennes proposées par mois sur les deux marchés	Estimation des prix moyens sur les deux marchés de la Commune	
			Minimum	Maximum
Bovins	9000	0	-	-
Ovins	15000	150	8000	18750
Caprins	20000	200	5750	19000
Porcins	200	0	-	-
Volaille	50000	420	1200	2300
Lapins	30	-	-	-
Equins	500	-	-	-
Asins	700	-	-	-
Canins	500	-	-	-
TOTAL	95930			

Source : Délégué d'arrondissement de l'élevage, des pêches et industries animales

Les effectifs du cheptel varient constamment et les services d'arrondissement font un suivi mensuel de son évolution. Ils sont également fonction des maladies courantes des animaux qui elles varient en fonction des espèces.

Au rang des difficultés, on relève le parcours de longues distances à la recherche de pâturages ; il y'a également une absence de compléments alimentaires tels le tourteau. La pression foncière des villageois qui labourent les pistes à bétail contribue aussi à mettre à mal la survie du cheptel. Sur le plan de la santé animale, les bovins sont généralement attaqués par la fièvre aphteuse, la tuberculose partielle (pulmonaire, ganglionnaire et mamelle), la gale, les parasites internes et externes. Les caprins, les ovins et les porcins par les parasites internes et externes, les puces, les vers intestinaux, la peste, etc. La grippe attaque généralement la volaille en saison des pluies. Le vétérinaire fait régulièrement des descentes sur le terrain et organise des campagnes de vaccination pour des traitements préventif et curatif aux animaux.



Photo 1 : Abattoir de Kalfou

En termes d'infrastructures d'élevage, la commune dispose d'un abattoir fonctionnel offert par une élite locale.

L'espace communal de Kalfou est une vaste zone de transhumance des troupeaux à la recherche de pâturage. La divagation des bêtes est la principale technique utilisée par les éleveurs. Ce mouvement s'explique par le fait de la disponibilité de parcours fourragers au sein de la commune. Cependant, cette transhumance facilite la propagation des maladies animales qui déciment les bêtes et réduisent par ce fait même le cheptel du territoire communal. Toutefois, la difficulté majeure ici reste la non maîtrise des techniques améliorées d'élevage en claustration des animaux domestiques par les populations locales.

Tableau 5 : Les infrastructures d'élevage dans la commune de Kalfou

Infrastructures	Nombre	Etat	Problèmes/observations
Parc de vaccination	01 créé par le PARFAR	Définitif	Non encore opérationnel
Puits pastoraux	0	-	01 forage créé mais non réceptionné à cause de la qualité médiocre des travaux
Parc à bétail	0	-	
Bain détiqueur	0	-	
Bief/Mare	03 (Bougaye-Guinane- Hamdallao)	Provisoire	Les mares sont inachevées car non protégées de la boue
Poulailler	0	-	
Porcherie	0	-	
Abattoir	01	Définitif	Déjà fonctionnel

Source : Enquête sur le terrain

3.4.3. Chasse

La chasse est quasi inexistante dans la commune. La réserve forestière est protégée par l'état et le poste de contrôle forestier de la commune veille à la non violation de cette protection. Même lorsqu'il arrive fréquemment que les éléphants sortent de cette réserve et détruisent les champs, les populations ne sont pas autorisées à les abattre.

3.4.4. Pêche

La pêche ici est très artisanale car l'absence de cours d'eau d'envergure limite l'expansion de ce secteur d'activité. Elle es généralement pratiquée par les femmes de l'ethnie toupouri ; les produits de cette pêche sont constitués de petits poissons qui sont par la suite séchés pour être consommés pour la grande partie et pour le reste vendu sur les marchés périodiques de la commune.

3.4.5. Petit commerce

Le petit commerce à Kalfou se résume à la commercialisation des produits de premières nécessités dans les boutiques tenues généralement des peulh. L'on compte également quelques débits de boisson tenus eux par les toupouri.

L'enquête sur le terrain a permis de relever les différents corps de métiers suivants : les commerçants, les motos taximen, des call boxeurs, des restaurateurs, des vendeurs de carburants, des chargeurs, des bouchers, des guérisseurs traditionnels et des garagistes

3.4.6. L'artisanat

Les artisans fabriquent des objets généralement sur commande. Cette activité n'est pas très présente et ne génère que très peu de revenus pour les populations. Les objets fabriqués sont les nattes appelées « sékho », les canaris en terre cuite pour contenir soit de l'eau ou du Bil-bil la bière locale, les lits en roseau, les nasses. On trouve également très peu de personnes (03) qui exercent dans la couture ou la coiffure

Il ressort de l'analyse socioéconomique de la commune que celle-ci dispose d'énormes potentialités notamment la multitude de marchés périodiques. Par ailleurs les populations marquent plus d'intérêt pour des spéculations dont les critères de choix portent sur les besoins alimentaires, les possibilités de transformation locale, la facilité de manutention des productions et leur facilité d'écoulement. Ainsi, intégrant de telles

aspirations dès la conception des projets, les différents acteurs de développement éviteraient certainement de mener des actions dont on sait quelles s'arrêteraient avec le départ de ses promoteurs (les cas du Crédit du Sahel, PREPAFEN et PARFAR).

3.5. Principales infrastructures par secteur

3.5.1. Santé publique



Photo 2 : Maternité du CMA de Kalfou

La carte sanitaire de la commune se présente ainsi qu'il suit : un centre médical d'arrondissement à Kalfou et 02 centres de santé intégré respectivement à Bougaye et à Gobio. Deux autres centres de santé sont en voie de création. Par ailleurs chacun de ces établissements de santé présente des caractéristiques spécifiques

qui régulent leur fonctionnement respectif. En plus des disparités quant à la qualité des infrastructures (bâtiments vétustes, absence de point d'eau, toilettes non fonctionnelles, etc.), il existe également des disparités tant dans la nature des services fournis que sur l'équipement et le personnel disponible.

3.5.2. Education de base et Enseignements secondaires

La Commune dispose de 29 écoles primaires pour faciliter l'accès à l'éducation, 03 lycées d'enseignement général (Bougaye, Lokoro et Kalfou centre), et un CETIC à Kalfou centre. Il est important de préciser que le Lycée de Lokoro et le CETIC de Kalfou ne dispose pas encore d'infrastructures propres. Ils utilisent pour l'instant des bâtiments d'emprunt (magasins de stockage). Par ailleurs, s'il est vrai que l'arrondissement est géographiquement bien couvert en termes d'écoles, la quasi-totalité de ces structures souffre de manque de moyens adéquats (salles de classes pléthoriques, matériels didactiques, table bancs, tableaux, enseignants, points d'eau, latrines, etc.)

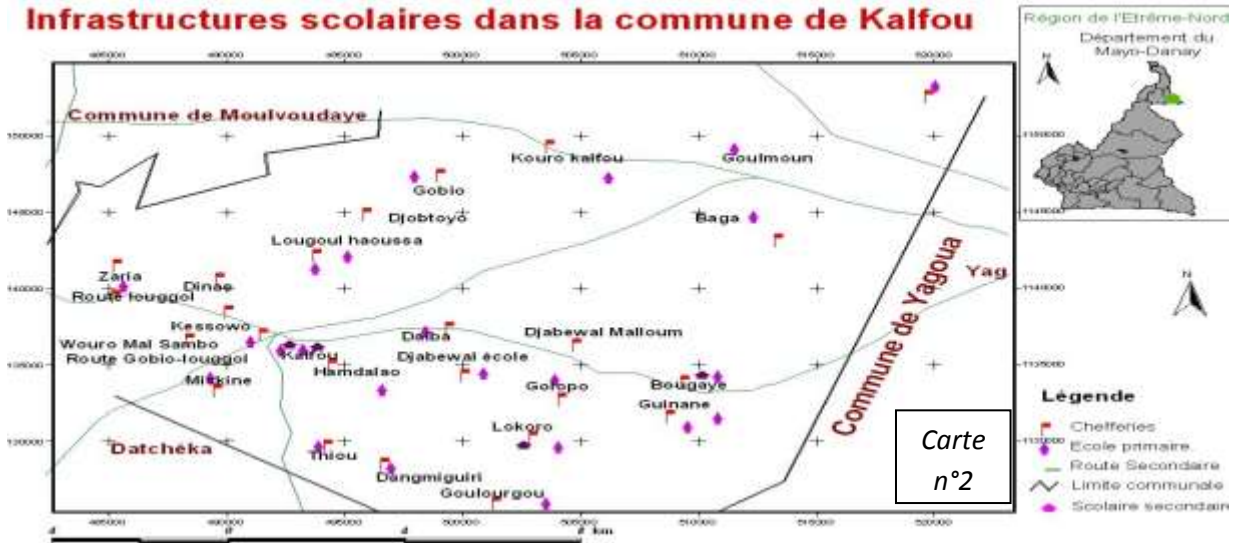


Photo 3 : Salle de classe, Ecole publique de Kalfou

D'après les analyses issues des données sur le terrain sur la base des informations reçues des différents chefs d'établissement, la commune compte 10072 élèves soit 4114 filles et 5958 garçons répartis ainsi suivant les niveaux : **Primaire** : 8455 élèves soit 3794 filles et 4661 garçons ; **Secondaire** : 1616 élèves soit 320 filles et 1297 garçons. On constate au vu des gros écarts entre le nombre d'élève qui entre au primaire et ceux qui continuent au secondaire d'une part et entre ceux qui débutent ce secondaire et l'achèvent d'autre part qu'il y'a beaucoup d'abandon. Cet abandon est encore beaucoup plus significatif chez les filles. Ceci laisse entrevoir le départ massif des filles en mariage de manière précoce. Par ailleurs, les établissements surtout dans le secondaire fonctionnent avec beaucoup de classes jumelées dû à l'insuffisance des salles de classes. Certains élèves suivent les cours assis à même le sol. Les APE fonctionnent très peu ou pas du tout parce

que les parents ne comprennent pas l'importance ou alors n'ont tout simplement pas les moyens de s'acquitter des frais y relatifs

Infrastructures scolaires dans la commune de Kalfou



3.5.3. Eau

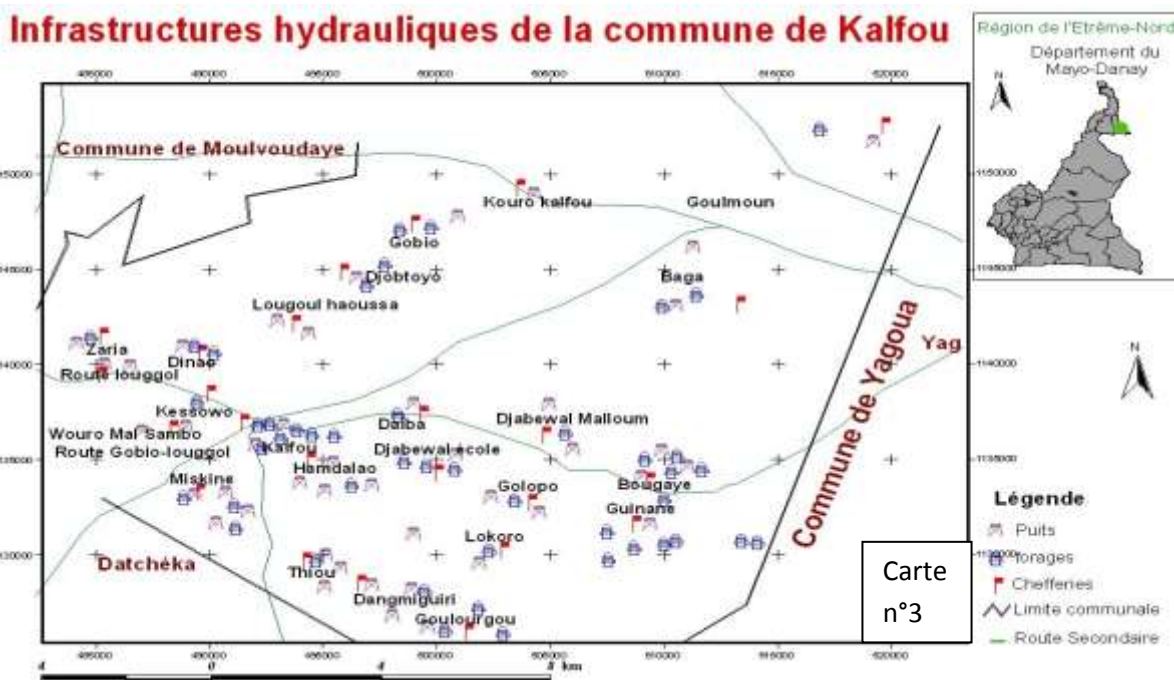
La commune ne dispose pas d'un réseau de distribution d'eau potable. Dans certains villages, l'alimentation des populations en eau de boisson se fait généralement dans les puits peu ou non aménagés. Cependant, dans la plupart des villages, les populations se ravitaillent dans les forages et les puits équipés de pompes à motricité humaine.



Photo 4 :Puits d'eau au village Golopo

La plupart des pompes et puis ont été financées par des programmes de développement ayant intervenus dans la commune. L'équipe de planification a recensé 47 forages sur l'ensemble de la Commune dont 06 fonctionnels dans l'espace urbain et de nombreux puits soient 43 dont certains sont hors d'usage parce qu'asséchés. Généralement deux raisons sont évoquées par les populations pour justifier de la panne de certains ouvrages. Il s'agit notamment de du manque d'entretien et la mauvaise qualité des travaux de construction. Il serait bénéfique de former des comités de gestion locale des points

d'eau pour garantir leur pérennité et permettre aussi par la même occasion aux populations de participer elles mêmes au développement de leur village respectif et partant de la Commune.



3.5.4. Travaux publics

Traversé par la nationale bitumée N°12 qui relie la ville de Yagoua à celle de Maroua via Kaélé sur une distance de 20 km, Le réseau routier communal est d'environ 100 km. La commune est suffisamment enclavée avec des routes secondaires en mauvais état et des pistes sablonneuses. Les routes sont difficiles d'accès pour n'importe quel moyen de locomotion en saison pluvieuse. En saison sèche, le sable et les poussières rendent également la circulation pénible. Les déplacements en transport commun se font généralement, d'un coin de l'arrondissement à un autre en charrette, moto, parfois en car ou en camion.

3.5.5. Energie

Pour ce qui est de l'énergie électrique, la commune n'est pas couverte par le réseau de distribution nationale dans son ensemble. Seul Kalfou centre est pourvu d'électricité. De ce fait, la quasi-totalité des villages utilisent les lampes tempêtes, les lampes torches et même le bois de chauffe comme moyen d'éclairage. On rencontre juste une poignée minimale de personnes qui ont des générateurs privés. Seuls 37 ménages sont abonnés au réseau pour une utilisation domestique. Il existe cependant des coupures prolongées en saison des pluies à cause des poteaux tombés sous les orages. Pour encourager un branchement en masse des populations, des campagnes de branchement peuvent être organisées.

3.5.6. Communication

En matière des télécommunications, la Commune de Kalfou a accès aux deux réseaux de téléphonie mobile Orange et MTN. Presque tous les villages reçoivent le signal de ces réseaux. La télévision nationale, le poste nationale et la radio régionale sont difficiles d'accès dans la commune. Des équipements spéciaux (antenne parabolique et décodeur) sont nécessaires pour recevoir des images des télévisions nationales et internationales. La seule radio locale émettant dans la zone est la radio communautaire DANA qui émet en langues nationales (Français et anglais) et locales (fufuldé, toupouri et

massa) depuis la capitale du département Yagoua. Pour accéder au réseau internet, un point d'accès numérique est entrain de voir le jour dans les locaux de la délégation d'arrondissement des Postes et Télécommunications mais le démarrage de ses activités n'est pas encore lancé.



Photo 5:
Une vue du point
d'accès numérique
de la Commune

3.5.7. Jeunesse, sports et éducation physique

Il existe dans la commune une aire de jeu aménagé au lycée de Kalfou en bon état de fonctionnement où les jeunes se retrouvent régulièrement pour des parties de football. L'équipe a aussi relevé l'existence d'un vidéo club à Kalfou centre qui fonctionne uniquement de nuit et est situé en plein air. L'absence d'autres infrastructures de loisirs et de cultures expose les jeunes à l'exode rural.

3.5.8. Tourisme

On note la présence d'une réserve forestière qui regorge de nombreuses espèces animales et végétales pouvant servir de levier pour l'industrie touristique communale et la recherche scientifique au plan médicinal.

3.5.9. Principales infrastructures par secteur

La commune de Kalfou compte très peu d'infrastructures socio-économiques. La situation de manière presque exhaustive de ces infrastructures est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 6

Type d'infrastructure	Urbain	Rural	Total
Centre de santé	01	02	03
Ecole primaire publique	01	27	28
Ecole privée confessionnelle	01	00	01
LYCEE	01	02	03
CETIC	01	00	01
FORAGE	06	40	46
PUITS	02	40	42
Marché important	01	01	02
Abattoir	01	00	01
Mare aménagée	00	01	01
Parc à bétail	00	00	00
Case Communautaire	01	00	01
Point d'accès numérique	01	00	01

Source : Equipe de planification lors des diagnostics participatifs

3.6. Principales potentialités et ressources de la commune

La commune de Kalfou dispose de peu de ressources et potentialités dont l'essentiel est regroupé dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Matrice des ressources naturelles

UNITE DE PAYSAGE	UTILISATIONS	UTILISATEURS	VILLAGES CONCERNES	POTENTIALITES
Réserve Forestière de KALFOU	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, champs, plantes médicinales	PCF, Populaions, guérisseurs	Goulmoun ; Baga ;Daïba ; Dabewall Malloum ; Bougaye ; Dabewall Ecole	Richesse faunique et floristique, Cola sauvage, essences rares, plantes médicinales.
Mares D'ARGILE	Poterie, fabrication de briques pour habitation	Villageois	Tous les villages	Argile, sable
Lacs et mares artificiels	Pêche, abreuvoir des troupeaux	Populations riveraines, éleveurs	Tous les villages	Petits poissons

4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1 Gestion des ressources humaines

La Commune de Kalfou emploie deux catégories de personnels : un personnel permanent soient 05 personnes tous des hommes et un personnel temporaire constitué essentiellement de 14 instituteurs. A ces deux catégories, s'ajoutent des fonctionnaires affectés dans la gestion des affaires communales à savoir le Secrétaire général et le receveur municipal. En matière d'ancienneté, on constate qu'il n'y a pas beaucoup de remaniement dans l'équipe du personnel. Les années d'ancienneté varient de 13 ans pour le plus ancien et de 03 ans pour le plus récent. Les relations sont cordiales entre les employés d'une part, et entre les employés et l'exécutif communal d'autre part.

Le système d'évaluation et de motivation est basé sur la recherche de l'efficacité et l'assiduité. Les ressources humaines ne sont pas planifiées, le mode d'avancement tous les deux ans est lié aux ressources de la mairie ainsi qu'à l'ancienneté des postulants. Le maire détient le pouvoir de décision des avancements. Les salaires du personnel permanent sont réguliers. Ce dernier est aussi déclaré et les cotisations sont régulièrement versées à la CNPS.

Tableau 8 : Politique de gestion des ressources humaines au sein de la mairie

	Modalité	OUI/NON
Existence d'un document de profil de carrière	Avancement	OUI
Existence d'un règlement intérieur		NON
Système d'évaluation et motivation du personnel	Recherche de l'efficacité	OUI
	Effet du civisme	NON
	complaisance	NON
Recrutement	Décision du conseil municipal	OUI
	Maire	NON
Planification des ressources humaines		NON
Mode d'avancement	Planification	NON
	Concours interne	NON
	Ancienneté	OUI
	En liaison aux ressources	NON
Pouvoir de décision de l'avancement	Le maire	NON
	Le Maire et ses adjoints	NON
	Le conseil municipal	NON
	Autres (Préfet)	OUI

Tableau 9 : Organisation et fonctionnement du Conseil municipal

Nombre de sessions par an	02 fois par an soit en novembre pour la session budgétaire et mars pour l'examen du compte administratif
Rôle dans l'orientation du budget communal	Vote le budget et les comptes
Role dans le contrôle du budget communal	Contrôle l'exécution du budget communal
Moyens de communication des populations vers la Commune	A travers les conseillers municipaux
Moyens de communication interne	A travers les courriers, le bouche à oreille
Moyens de communication de la Commune vers les populations	A travers les réunions, communiqués et invitations
Nature des informations	Convocation du conseil municipal Passation des marchés publics Signature des conventions Cérémonies officielles

FORCES	FAIBLESSE
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Recrutement sur décision municipale ; ✓ Existence d'un organigramme ; ✓ Paiement régulier des indemnités et salaires des agents communaux ✓ Bonne collaboration entre le personnel communal ✓ Existence des commissions techniques ✓ Contact permanent avec la population 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible responsabilisation des adjoints par le maire ✓ Absence d'un document de profil de carrière ✓ Opacité de la politique de recrutement ✓ Insuffisant transfert des informations des conseillers vers les populations ✓ Insuffisante compréhension de leur rôle par les conseillers ✓ Faible effectif des agents permanents ✓ Faible rendement du personnel ✓ Faible capacité du travail lié au niveau d'étude. ✓ Insuffisance de personnel compétent ✓ Non structuration et fonctionnement adéquat des services communaux ✓ Ignorance du conseil municipal de leur rôle ✓ Absence de formation des agents communaux ✓ Absence de répartition des tâches ✓ Absence de cahier de charge des commissions techniques ✓ Absence d'organigramme formel type viable ✓ Absence de formation du personnel sur les TIC ✓ Insuffisance du matériel didactique

4.1.2 Gestion des ressources financières

La principale source de recettes budgétaires est constituée des CAC. Les autres sources à faible contribution sont les produits de l'impôt libératoire, la contribution des licences et patentes. En réalité pour la Commune de Kalfou, exceptée la principale source de recettes précédemment mentionnée, les autres postes contribuent pour moins de 10 % seulement des recettes communales totales. On peut ici réitérer la nécessité pour la Commune de mettre sur pied un véritable arsenal de mesures pour booster au plus vite la collecte des recettes locales de manière à réduire sa dépendance aux CAC.

Tableau10 : Evolution des budgets prévisionnels sur 3 années d'observation

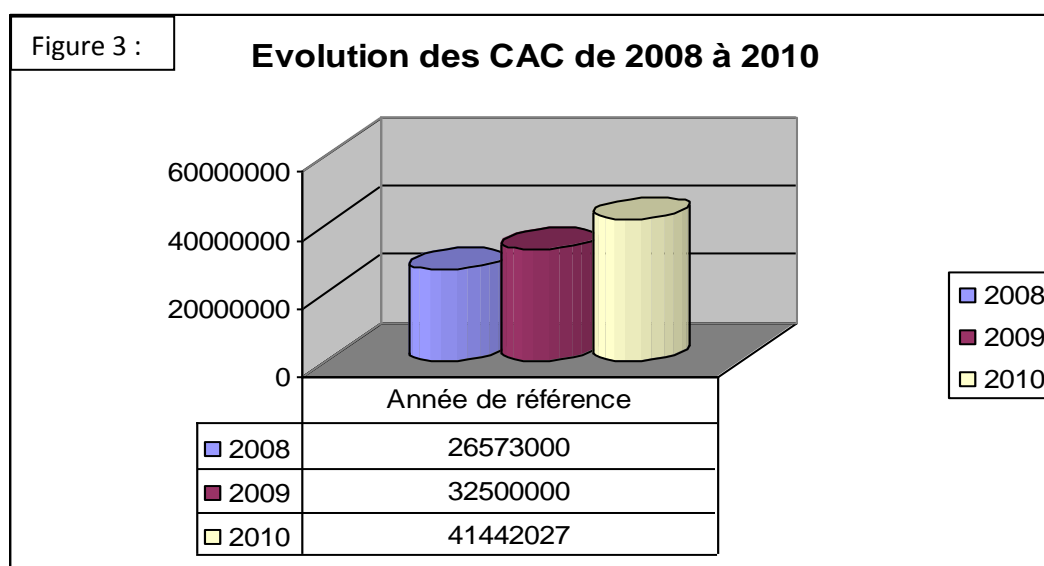
Exercice	BP	CA	Dépenses	Excédent d'exercice	Taux de réalisation
2008	55 000 000	29 091 072	28 777 202	313 870	52,32 %
2009	127 500 000	34 483 102	34 407 369	75 733	57,34 %
2010	57 450 000	85 192 252	84 801 447	390 805	147,60 %

L'analyse du budget communal sur ces trois années montre une fluctuation toujours à la hausse. Une explication peut être l'importante variation positive des centimes additionnels d'une année à une autre. L'augmentation des CAC est tributaire de l'accroissement de la population. Le budget prévisionnel de l'année 2009 est élevé du fait d'un apport du PNDP de 67 500 000 FCFA pour la réalisation de divers projets. Mais cet apport n'a pas été dépensé d'où le taux de réalisation de 57,34% qui s'appuie sur les 60 000 000 de budget prévisionnel de départ. En 2010, l'importante subvention du BIP à la Commune a contribué à augmenter substantiellement les recettes de cette année d'où le taux de réalisation très élevé.

Une des observations faite dans les comptes de la Commune de Kalfou est l'importance des dépenses de fonctionnement courant et des charges salariales du personnel. On remarquera aussi que le paiement de la dette communale (Arriérés de cotisation sociales des employés communaux et paiement de prestations diverses) a été pour beaucoup dans l'utilisation des ressources financières de fonctionnement de la Commune.

En comparant les dépenses de fonctionnement et d'investissement sur les trois années considérées, on constate que plus de 50% du montant total des dépenses est consacré au fonctionnement.

La principale source de recettes budgétaires demeure les centimes additionnels communaux. Les autres sources à faible contribution sont les produits de l'impôt libératoire, la contribution des licences et patentes. En réalité pour la Commune de Kalfou, exceptée la principale source de recettes précédemment mentionnée, les autres postes contribuent pour moins de 10 % seulement des recettes communales totales. On peut ici réitérer la nécessité pour la Commune de mettre sur pied un véritable arsenal de mesures pour booster au plus vite la collecte des recettes locales de manière à réduire sa dépendance aux CAC



Par ailleurs, la gestion des ressources financières incombe à la fois au maire et au receveur municipal. Le Maire étant le principal ordonnateur des dépenses et le receveur le cosignataire des comptes financiers de la mairie. Le préposé matières assure le suivi des opérations comptables au quotidien. Le grand livre et le journal des années 2008, 2009 et 2010 sont disponibles. Le préposé matière récapitule les écritures comptables uniquement à

la fin de l'exercice comptable et non au jour le jour comme cela devrait se faire. Le maire en assure le suivi et le contrôle de manière trimestrielle. Il existe une procédure d'enregistrement qui est respecté : les factures sont cotées et paraphées en valeur absolue.

Différentes pièces comptables (ordres d'entrées, PV de réception, ordre de sortie, fiche détenteur de la valeur, inventaire générale de base, fiche de stock, etc.) sont obligatoires lors de l'enregistrement mais la procédure n'est pas effective dans les faits. Cette obligation a lieu avant l'encaissement et après le décaissement. Le maire conserve les pièces comptables ; celles ci sont à leur tour vérifiées par le contrôleur départemental de la comptabilité matière et ceci à la fin de chaque exercice budgétaire.

Les rapports financiers sont élaborés à la demande des services financiers départementaux. Le maire est chargé de leur élaboration chaque trimestre avec l'appui technique de l'agent de suivi (préposé matière) qui compile toutes les pièces justificatives. Ils ne sont pas publiés et ce fait ne garantit pas la transparence dans la gestion des comptes communaux. Seuls les responsables départementaux et régionaux de la comptabilité matière y ont accès avant leur acheminement à Yaoundé

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fort potentiel que constitue la population de la Commune ✓ Bonne procédure de contrôle financier ✓ Bonne procédure d'élaboration du rapport financier ; ✓ Bonne procédure d'encaissement 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faiblesse du mécanisme de recouvrement des créances ✓ Faible capacité de mobilisation des ressources propres ; ✓ Faible taux de recouvrement fiscal ✓ Non qualification du personnel affecté au recouvrement ✓ Incivisme fiscal des contribuables ✓ Forte dépendance aux CAC ✓ Mauvaise procédure d'élaboration du budget ✓ Non maîtrise du fichier du contribuable

4.1.3 Gestion du patrimoine communal

La commune de Kalfou ne dispose pas d'un inventaire exhaustif de son patrimoine. Le bâtiment exigu, ancien dispensaire vétérinaire, qui abrite les services de la Mairie ne permet pas un déploiement adéquat de son personnel et même du matériel qui pourrait être mis à sa disposition. Pour preuve, le matériel informatique récemment acquis manque d'espace pour être utilisé. Il est pour l'instant entreposé dans le bureau du Maire en attendant que l'on trouve une meilleure solution. De plus, la vétusté de ce bâtiment ne garantit aucune sécurité quant au matériel acquis ou qui pourrait venir plus tard. Il est donc indispensable et urgent de construire un hôtel de ville permettant des conditions de travail qui permettraient non seulement d'atteindre les objectifs que se serait assigné la Mairie mais aussi de garantir la sécurité des personnes et des biens. La difficulté pour l'équipe de planification de disposer auprès du comptable matière d'un registre retraçant l'exhaustivité du patrimoine de la Mairie témoigne de l'absence de ce service dans les faits et trahit une gestion anarchique des acquis de la Mairie.

Il est indispensable et urgent de construire un hôtel de ville qui garantirait des conditions de travail permettant non seulement d'atteindre les objectifs que se serait assigné la Mairie mais aussi de garantir la sécurité des personnes et des biens. La difficulté pour l'équipe de planification de disposer auprès du comptable matière d'un registre retraçant l'exhaustivité du patrimoine de la Mairie témoigne de l'absence de ce service dans les faits et trahit une gestion anarchique des acquis de la Mairie.

Forces	faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nouvelles acquisitions de matériel informatique de pointe (ordinateur Pentium 4, imprimante laser, Copieur, etc) ✓ 01 marché construit 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque de matériels logistiques et techniques ✓ Absence de locaux appropriés (hôtel de ville) ✓ Absence de moyens de locomotion ✓ Absence d'un répertoire exhaustif du patrimoine ✓ Gestion anarchique des acquis de la Mairie

Tableau 11 : Détails du patrimoine communal de kalfou

Nature du Bien	Date d'acquisition	Valeur Actuelle	Etat de fonctionnement	Source de financement	Date de mise en service	Propriété	Mode de gestion	Système d'entretien	Contrôle de gestion	Observation	
Moto	inconnue	Inconnu	Bon	Budget Communal		Mairie	Déplacement du Maire	Budget Mairie	Maire		
Moto cross	inconnue	Inconnu	Bon			Mairie	Autres déplacements	Budget mairie	SG		
Ordinateur P4	Mars 2011	3 500 000	Bon	Budget communal 2010	Mars 2011	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget mairie	SG	L'opérateur n'est pas encore formé Le service de photocopie est payant pour les personnes à la Mairie	
Copieur	Mars 2011		Bon	Budget communal 2010	Mars 2011	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget Mairie	SG		
Onduleur	Mars 2011		Inconnu	Bon	Budget communal 2010	Mars 2011	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget Mairie		SG
Imprimante	Mars 2011		Inconnu	Bon	Budget communal 2010	Mars 2011	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget Mairie		SG
Machine à écrire	-	Inconnu	Passable	-	-	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget Mairie	SG		
100 Chaises de réunion	Mars 2011	1 281 167	Bon	Budget communal 2010	Mars 2011	Mairie	Secrétariat Mairie	Budget Mairie	SG	A louer pour manifestations privées	
04 bureaux		Inconnu	Passable	-	-	Mairie	-	-	-		
06 Chaises		Inconnu	Passable	-	-	-	-	-	-		
Armoires de rangement		Inconnu	-	-	-	-	-	-	-		
01 fauteuil		Inconnu	Passable	-	-	Mairie	-	-	-		

4.1.4 Gestion des relations

Plusieurs organismes et institutions entretiennent des relations de collaboration avec la Commune. Sur le plan national, plusieurs services déconcentrés de l'Etat sont impliqués dans des activités avec la commune lors de l'organisation des fêtes nationales, la réception des hôtes de marque (Ministres, parlementaires, Elites, Préfet, Gouverneur, Associations caritatives, etc.

- Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

Il est représenté par le Sous-préfet. Il existe entre le Maire et le Sous-préfet des rencontres formelles et informelles, en cas de manifestations (Visites des villages, Accueil

des Membres du Gouvernement, parlementaires, visite du Préfet, etc.) ou installations des chefs traditionnels. Il n'existe pas de conflits entre ces deux institutions. Le représentant du MINATD en poste depuis juste quelques mois (09 février 2011) juge que vue de l'extérieur la commune va bien jusqu'ici. Toutefois, il relève de nombreux problèmes tels le manque d'infrastructures, l'enclavement et la mauvaise volonté des populations à payer l'impôt.

Relation avec les sectoriels

- **L'Inspection de l'Education de Base** définit la politique en matière d'éducation de base et vérifie si elle est respectée. Les relations avec la commune sont bonnes car la commune met à sa disposition des maîtres communaux et prend en charge leurs salaires soient 14 enseignants. Le représentant de l'éducation de base espère cependant que la commune ne baissera pas les bras car elle est attendue dans les grands chantiers infrastructurels et d'équipement des écoles primaires de la localité qui sont dans une précarité sans pareille.
- **La Délégation d'Arrondissement du MINEPIA** qui est chargée de la mise en application de la politique gouvernementale en matière d'élevage, des pêches et des industries animales travaille en synergie pour la lutte contre la divagation des bêtes et le respect des normes sanitaires notamment chez les éleveurs et les vendeurs de viande à la braise.
- **MINPTT** : il est représenté par le service de la poste. Cependant, ce service n'entretient aucune relation particulière avec la Commune si ce n'est l'hébergement de la boîte postale de cette dernière.
- **MINPROFF** : il est représenté par le délégué dont les services sont logés à la sous préfecture. Ce dernier s'occupe de toutes les questions relatives à l'encadrement de l'enfant, la protection de la femme, la promotion de la famille. cependant, à cause d'une société fortement ancrée dans les traditions et les coutumes où la femme est marginalisée et archi dominée, il n'est pas toujours évident d'évaluer l'impact de ses actions sur le terrain. Il travaille en collaboration directe avec la commune qui reçoit très souvent des demandes d'aides sociales qu'elle étudie avec le délégué.
- **Le LYCEE de Kalfou, de LOKORO et le CETIC** peuvent solliciter l'aide de la commune à tout moment en cas de besoin.
- **Le service de Santé** de l'Arrondissement de Kalfou entretient de bons rapports avec la mairie qui a par le passé pris en charge certains personnels de santé.
- **Le poste de contrôle forestier et de chasse** : La commune et la responsable du poste forestier suivent les mouvements des éléphants qui sortent régulièrement de la réserve, détruisent les champs et arrivent parfois jusque vers les habitations. Par ailleurs, une procédure d'acquisition d'une forêt communale est en cours et concerne les villages Lokoro, Dangmiguiri, Goulourgou, Guinane et Golopo. La commune aura constamment besoin de l'assistance de ce poste forestier pour la finalisation de la procédure et même la gestion de cette forêt une fois acquise.
- **La Délégation d'Arrondissement du MINADER**. La collaboration entre la commune et la délégation se résume généralement aux cérémonies populaires et dans le cadre des activités du Conseil Municipal qui parfois sollicite les éclaircissement du délégué sur certaines zones d'ombre. Il existe aussi des postes de vulgarisation agricole qui entretiennent des rapports étroits avec la Mairie. Malheureusement ceux-ci sont dépourvus de personnels depuis quelques années et sont donc pour l'instant non fonctionnels.

○ **Relations avec les autres communes**

La Commune de Kalfou entretient des relations avec d'autres communes. Elle est membre de l'association des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC)

○ **Relations avec les autres partenaires de développement**

Le FEICOM : La Commune est également en relation avec le FEICOM qui favorise certains investissements communaux (marché, latrines, points d'eau, etc.) à travers la répartition des CAC.

Le PNDP : ce programme est présent dans la Commune depuis 2009 dans le cadre d'un appui technique et financier pour la réalisation de son PDC et la mise en œuvre des micro projets y dérivant.

Il est très important de relever que la Commune regrette le fait que les ONG internationales ne l'implique pas dans l'exécution de leurs divers projets. Celles-ci se préoccupent uniquement de faire valider leur présence dès leur arrivée dans la localité mais n'entretiennent plus aucune relation par la suite.

Les GICs et autres associations de jeunes, femmes n'ont eux pas vraiment de relations directes avec la Commune qui n'a pas toujours les moyens financiers nécessaires dont ces structures ont besoin pour leurs activités.

○ **Relations avec les chefferies traditionnelles**

Les relations entre les chefferies traditionnelles et la mairie sont, dans la plupart des cas cordiales et chaleureuses. La majorité des chefs jouent le rôle de locomotive dans le développement impulsé par la mairie et dont l'une des principales tâches est jusque là la collecte de l'impôt libérateur.

Forces	faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne collaboration avec les services techniques de l'Etat ✓ Bonne collaboration avec l'autorité locale ✓ Bonne collaboration avec les partenaires au développement (PNDP) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque de matériels logistiques et techniques ✓ Réseau de relations externes limité ✓ Faible collaboration avec les partenaires au développement

4.2. Axes de renforcement de la commune

Tableau n°12 :

Domaine	Forces	Faiblesses	Axes de renforcement
Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> Recrutement sur décision municipale ; Existence d'un organigramme ; Païement régulier des indemnités et salaires des agents communaux Bonne collaboration entre le personnel communal Existence des commissions techniques Contact permanent avec la population 	<ul style="list-style-type: none"> Faible responsabilisation des adjoints par le maire Absence d'un document de profil de carrière Opacité de la politique de recrutement Insuffisant transfert des informations des conseillers vers les populations Insuffisante compréhension de leur rôle par les conseillers Faible effectif des agents permanents Faible rendement du personnel Faible capacité du travail lié au niveau d'étude. Insuffisance de personnel compétent Non structuration et fonctionnement adéquat des services communaux Ignorance du conseil municipal de leur rôle Absence de formation des agents communaux Absence de répartition des tâches Absence de cahier de charge des commissions techniques Absence d'organigramme formel type viable Absence de formation du personnel sur les TIC Insuffisance du matériel didactique 	<ul style="list-style-type: none"> Définition claire des fonctions et tâches des membres de l'exécutif communal et du personnel Elaboration d'un document de profil de carrière Elaboration et publication d'un règlement intérieur Instauration des réunions mensuelles du personnel Création d'une cellule de communication Formation semestrielle des conseillers Recyclage/Formation trimestrielle des agents communaux Recrutement des agents formés et compétents Equiperment des bureaux et locaux de la Mairie
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> Fort dynamisme de la population de la Commune Bonne procédure de contrôle financier 	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse du mécanisme de recouvrement des créances Faible capacité de mobilisation des ressources propres ; Faible taux de recouvrement fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des contribuables sur l'importance des taxes et impôts Formation du personnel

	<ul style="list-style-type: none"> Bonne procédure d'élaboration du rapport financier ; Bonne procédure d'encaissement 	<ul style="list-style-type: none"> Non qualification du personnel affecté au recouvrement Incivisme fiscal des contribuables Forte dépendance aux CAC Mauvaise procédure d'élaboration du budget Non maîtrise du fichier du contribuable 	<p>de recouvrement</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre sur pied une brigade de contrôle des fonds collectés Elaboration du fichier des contribuables de la commune Editer les documents nécessaires au recouvrement
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> Bonne collaboration avec les services techniques de l'Etat Bonne collaboration avec l'autorité locale Bonne collaboration avec les partenaires au développement (PNDP) 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de matériels logistiques et techniques Réseau de relations externes limité Faible collaboration avec les partenaires au développement 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'une cellule de communication Renforcement de la Communication avec les autres communes Acquisition d'une connexion internet pour favoriser l'ouverture de la Commune au monde extérieur
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles acquisitions de matériel informatique de pointe (ordinateur Pentium 4, imprimante laser, Copieur, etc) 01 marché construit 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de matériels logistiques et techniques Absence de locaux appropriés (hôtel de ville) Absence de moyens de locomotion Absence d'un répertoire exhaustif du patrimoine Gestion anarchique des acquis de la Mairie 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un hôtel de vile Equipement de l'hôtel de ville Acquisition de véhicules et autres engins Acquisition du matériel de travail adéquat Construction des hangars du marché de Bougaye

OPPORTUNITES	CONTRAINTES
Ressources humaines	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Implication intensive des populations dans les activités communales ✓ Volonté et la disponibilité d'apprentissage du personnel communal 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Guerres de leadership ✓ Moyens financiers limités ✓ Manque de moyen de communication ✓ Absence de tenue de réunion permanente entre l'exécutif communal et le personnel
Ressources Financières	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui financier au développement par d'autres ONG et programmes tels que le PNDP ✓ Appui de l'Etat à travers la dotation générale à la décentralisation ✓ Procédure d'acquisition d'une forêt communale en cours 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La concentration de l'essentiel des recettes sur les CAC ✓ L'incivisme fiscal des populations
Gestion des relations	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présence de plusieurs partenaires au développement (Appui des ONG et associations écologiques pour le reboisement) dans le département (PDR) ✓ Multipartisme effectif dans la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence de collaboration entre certaines ONG et la Commune ✓ Réseau de relations externes très limité de la Commune
Gestion du Patrimoine	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nomination d'un préposé matières 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Exiguïté des locaux de la Mairie ✓ Faiblesse de l'investissement dans l'acquisition du matériel ✓ Dégradation de l'environnement

4.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

1- SECTEUR AGRICULTURE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Faible productivité agricole	Manque d'encadrement des producteurs ; Insuffisance du personnel d'encadrement technique ; Faible niveau d'organisation des agriculteurs ; Difficultés d'accès au crédit des producteurs ; Matériel de culture archaïque et rudimentaire ; Coût élevé des intrants agricoles ; Non utilisation des semences améliorées ; Destruction des cultures par les bêtes en pâturage ou sorties de la réserve forestière ; Baisse de la fertilité du sol, absence de jachère ; Forte pression sur la terre.	Faible revenu Baisse des récoltes Abandon de la culture de coton Exode rural Conflit agro pastoraux	Organisation des formations en technique de production et utilisation des intrants agricoles ; Amélioration de l'outillage ; Encadrement et appui technique dans les activités post récolte (stockage, transformation, commercialisation) ; Structuration des GICs ; Développement des filières agricoles porteuses.

2- SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Espace pastoral fini et élevage ruminant en crise	Manque d'encadrement des éleveurs ; Faible niveau d'organisation des éleveurs ; Difficultés d'accès au crédit des éleveurs ; Sous équipement de l'abattoir ; Rareté de pâturage pour bêtes (bovins, caprins) ; Divagation des animaux domestiques ; Non délimitation des zones de pâturage / cultures.	Faiblesse des revenus Insécurité alimentaire Insalubrité du village Viande de mauvaise qualité Développement des épidémies animales Conflits agropastoraux	Formation en technique d'élevage intensif Structuration des GICs Création des mares artificielles et de puits pour abreuver les bêtes

3- SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Absence d'une politique de gestion de l'espace	Méconnaissance de la propriété foncière ; Gestion anarchique de l'espace ; Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ; Insécurité foncière	Conflits fonciers ethniques ; Risque de déguerpissement sans dédommagement.	Un point focal des domaines et affaires foncières dans la commune ; Facilitation de l'accès collectif aux titres fonciers.

4- SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Insalubrité et faible niveau d'urbanisation	Equipements et infrastructures d'assainissement inexistantes ; Réseau communal d'adduction d'eau inexistant ; Voirie municipale inexistante ; Absence d'un plan d'urbanisation de la commune.	Développement des constructions anarchiques ; Abandon/délaissement des postes de travail par certains fonctionnaires ; Développement de l'insalubrité et pollution de l'environnement surtout par le plastique.	Création et mise en place d'un service de voirie municipale ; Construction d'une cité communale pour loger les fonctionnaires ; Extension du réseau électrique dans la commune et dans les villages ; Relance du projet d'adduction d'eau potable de la commune ; Elaboration et diffusion d'un plan d'urbanisation
Précarité de l'habitat	Faible capacité financière des populations Insécurité foncière des espaces occupés ; Construction anarchique des habitations	Maladies Promiscuité Inondations	Faciliter l'accès aux matériaux définitifs de construction

5- SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
La non prise en compte des aspects socio environnementaux	Absence d'activité de reboisement ; Pratique des feux de brousse ; Coupe anarchique d'arbre pour bois de chauffe.	Accentuation de la chaleur Changement climatique ; Accentuation de l'érosion ; Avancée du désert	Création et entretien des espaces verts et/ou jardins publics ;

6- SECTEUR FORET ET FAUNE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Intrusion récurrente des éléphants dans les villages ; Coupe anarchique du bois de chauffe	Insuffisance de contrôle du poste de contrôle forestier ; Non délimitation de la zone de réserve et les champs des villageois.	Destruction des cultures par les éléphants ; Destruction de la forêt Risque d'accident.	Clôturer la réserve forestière. Délimiter les zones de cultures

7- SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Non respect de l'autorité traditionnelle	Contestation de la chefferie par une frange de la population Irresponsabilité du chef ; Insécurité des personnes et des biens (Vols récurrents de bétail.	Village encéphale ; Conflits entre les populations ; Anarchie ; Insécurité.	Renforcer l'autorité traditionnelle Unifier les camps en opposition.
Faible développement institutionnel de la Commune	Faible capacité financière et managériale des chefs ; Non valorisation du potentiel relationnel ; Difficultés de mobilisation des recettes communales ; Faible maîtrise du patrimoine communal Ignorance du rôle du conseil municipal par les conseillers ; Faiblesse du mécanisme de recouvrement des créances ; Faible capacité de mobilisation des ressources propres de la		Formation du personnel et de l'exécutif communal Amélioration de la stratégie de recouvrement et de la sécurisation des recettes de la commune

	Commune ; Manque de matériels logistiques et techniques Inertie de l'équipe municipale		Equiper la commune en mobilier et matériel informatique.
--	--	--	--

8- SECTEUR EDUCATION DE BASE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	Insuffisance du personnel enseignant qualifié ; Insuffisance des salles de classe ; Non réfection des bâtiments et salles de classe dégradées ; Faible niveau d'équipement des salles de classe ; Absence d'écoles maternelles ; Difficultés d'acquisition du matériel didactique (élèves et enseignants) ; Aires de jeux non aménagées ; Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les écoles ; Faible intérêt des parents pour l'éducation des filles	Sous scolarisation ; Analphabétisme ; Délinquance juvénile ; Déperdition scolaire ; Difficulté d'insertion ; socioprofessionnelle des jeunes ; Prostitution ; Calendrier scolaire inachevé ; Programme scolaire non couvert ; Mariage forcé	Bâtiments ; Personnel enseignant qualifié ; Fournitures scolaires ; Equipement (tables bancs, etc.) ; Construction des points d'eau et latrines ; Création des centres d'alphabétisation. Redynamisation des APE ; Création d'une école maternelle ;

9- SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	Insuffisance du personnel enseignant qualifié ; Nombre de salles de classe insuffisant ; Insuffisance des salles spécialisées et ateliers ; Niveau d'équipement des salles de classe insuffisant ; Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) ; Absence de bibliothèques fonctionnelles dans les établissements ; Aires de jeux non aménagées Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les établissements Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants ; Manque de volonté des élèves.	Sous- scolarisation ; Baisse du niveau scolaire ; Déperdition scolaire ; Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; Délinquance juvénile ; Mariage précoce ; Grossesse précoce ; Accentuation de la pauvreté Exode rural.	Bâtiments ; Personnel enseignant qualifié ; Fournitures scolaires ; Equipement (tables bancs, etc.) ; Construction des points d'eau et latrines.

10- SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	Eloignement de certaines filières des institutions universitaires ; Coût élevé des études ; Manque de moyens financiers des parents.	Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; Abandon des études ; Délinquance juvénile et sénile ; Nombre insuffisant des élites intellectuelles.	Octroi des bourses aux jeunes diplômés de la commune ; Construction de mini cité dans les universités d'Etat pour les étudiants de la Commune.

11- SECTEUR SANTE PUBLIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Accès difficile aux soins de santé de qualité	Faible couverture sanitaire ; Coût élevé des médicaments Insuffisance du personnel soignant qualifié ; Indisponibilité du personnel soignant ; Sous équipement des formations sanitaires ; Faible accès aux médicaments ; Faible capacité financière des ménages ; Absence de case de santé ; Eloignement des centres de santé.	Coût élevé des soins de santé ; Approvisionnement dans la rue Taux de mortalité élevé ; Recours aux tradi praticiens ; Automédication ; Récurrences des maladies Affaiblissement de la population.	Médicaments ; Personnel ; Infrastructures (bâtiments et logements du personnel) ; Équipement (Lits, réfrigérateur, matelas, etc.) ;
Vulnérabilité des populations au VIH/SIDA	Faible niveau de sensibilisation des populations ; Difficulté d'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge ; Non fonctionnement des comités de lutte contre le VIH/SIDA.	Propagation du VIH/SIDA et des MST	Redynamisation des CLLS ; Planning familial ; Formation et sensibilisation des populations

12- SECTEUR ENERGIE ET EAU

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Difficulté d'accès à l'énergie électrique	Absence de connexion au réseau national d'électricité ; Absence d'électrification rurale ;	Développement difficile des activités économiques ; Utilisation difficile des appareils électriques, électroménagers et électroniques ; Difficultés à étudier et travailler la nuit ; Baisse du rendement scolaire.	Extension du réseau électrique dans les villages ; Organisation des campagnes de branchement domestique. Relance du projet d'adduction d'eau ; Entretien des puits.

Accès limité des populations à l'eau potable	Insuffisance de points d'eau potable ; Mauvais entretien des points d'eau existants ; Non réfection des points d'eau défectueux ; Mauvais fonctionnement des comités de gestion des points d'eau. Eloignement des points d'eau	Prolifération des maladies hydriques ; Corvées d'eau (longs déplacements à la recherche d'eau) ; Conflits	Construction des forages et puits ; Réhabilitation des forages et puits endommagés ou abandonnés ; Mise sur pied et formation des comités de gestion des points d'eau.
--	--	---	--

13- SECTEUR TRAVAUX PUBLICS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Enclavement de la Commune	Mauvais état des routes ; Entretien insuffisant des voies d'accès.	Accidents de circulation fréquents ; Coût élevé du transport et des produits de première nécessité ; Ecoulement difficile des produits agricoles et marchandises ; Difficulté de déplacement des personnes et des biens ; Surcharge des passagers et bagages.	Reprofilage des routes communales qui desservent la commune ; Construction des ponceaux ; Mise en place des dos d'âne au carrefour et au niveau de l'école.

14- SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Faible encadrement des populations	Relation inexistante entre les services déconcentrés et la Commune ; Inexistence d'un fichier des nécessiteux à la commune Absence d'un centre social ; Insuffisance du personnel d'encadrement ; Lourdeurs administratives ; Poste d'assistance sociale créé mais non fonctionnel	Troubles psychologiques ; Délinquance juvénile ; Prostitution.	Création et construction d'un centre social ; Personnel d'encadrement Elaboration d'un fichier des nécessiteux ; Octroi des aides sociales aux nécessiteux.

15- SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Marginalisation et absence d'épanouissement de la femme	Société patriarcale ; Absence de dialogue ; Faible pouvoir économique de la femme ; Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts) ; Ignorance des droits de la famille ; Sous scolarisation de la jeune fille ; Surcharge des travaux ménagers ; Poids culturel ; Poids des traditions.	Fragilisation de la famille et de la société ; Dépravation des mœurs ; Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme ; Relâchement de l'encadrement de la famille ; Prolifération du phénomène des filles mères et enfants abandonnées ; Mariages et grossesses précoces ; Exode rural	Formation et sensibilisation sur les droits de la femme et de la famille ; Formation des femmes en AGR ; Facilitation de l'accès de crédit aux femmes ; Formation socio éducative des femmes et des filles mères.

16- SECTEUR JEUNESSE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Encadrement insuffisant des jeunes	Analphabétisme accentué ; Absence des structures d'encadrement Faible développement de l'entrepreneuriat local ; Faible accès au financement ; Faible mobilisation des jeunes autour des activités génératrices des revenus (AGR) Pauvreté des parents ; Insuffisance de formateurs.	Désœuvrement et oisiveté ; Déperdition scolaire ; Délinquance juvénile ; Dépravation des mœurs ; Propagation du VIH/SIDA et des MST.	Un centre d'encadrement et d'épanouissement des jeunes ; Personnel d'encadrement ; Formation des jeunes encadreurs locaux.

17- SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Faible développement des activités sportives	Insuffisance d'infrastructures sportives ; Déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires ; Insuffisance d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires.	Faible épanouissement physique ; Faible développement des disciplines sportives et des loisirs ; Absence d'association sportive structurée.	Aménagement des aires de sports existantes ; Moniteurs de sport Organisation des activités sportives

18- SECTEUR TRANSPORTS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Précarité des conditions de transport	Mauvais état des routes Absence d'une gare routière aménagée Inexistence d'agences de voyage Non respect de la réglementation en matière de transport Forte spéculation sur les prix de transport Etat défectueux des véhicules et engins utilisés par les transporteurs Surcharge des véhicules et engins de transport Automobilistes/moto taximen sans permis de conduire et autres documents exigibles (carte grise, assurance, etc.) ; Non respect du code de la route par les conducteurs de moto	Coût élevé du transport entre les villages ; Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules ; Insécurité routière avec le transport à moto.	Aménagement d'une gare routière ; Sensibilisation et formation sur le code de la route ;

19- SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Chômage des jeunes	Inexistence des structures d'encadrement professionnel ; Faible potentiel de débouchés ; Sous scolarisation ; Pratique de sorcellerie ; Non qualification des chercheurs d'emploi	Prolifération des activités économiques illégales ou du secteur informel ; Délinquance juvénile et sénile ; Dépravation des mœurs ; Oisiveté	Construction de 04 centres de formation professionnelle multi sectoriels.

20- SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Faible développement de l'économie locale	Faible esprit et capacité entrepreneuriale ; Faible promotion du secteur ; Difficultés d'accès au crédit ; Faible attraction des jeunes par les activités de production (agriculture, mécanique, couture, menuiserie...) et de post production ; Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises ; Absence d'énergie électrique.	Prolifération des emplois informels ; Augmentation du taux de désœuvrement ; Faible pouvoir économique des populations et de la commune ; Faible diversification des revenus ; Enlèvement de la pauvreté.	Sensibilisation sur les PME ; Formation et accompagnement des villageois sur le montage des projets ; Accompagnement à la mise en place des PME ; Promotion de l'accès au crédit ; Extension du réseau électrique.

21- SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Non promotion des expériences scientifiques en agriculture, élevage, médecine	Faible diffusion des innovations scientifiques Absence d'informations sur les innovations agropastorales Faible promotion du secteur	Utilisation du matériel végétal à faible potentiel ; Technique de production rudimentaire ; Faiblesse de la production ; Baisse des revenus des ménages ; Pauvreté ;	Formation des paysans chercheurs Acquisition des innovations agropastorales. Promotion des plantes médicinales

22- SECTEUR TOURISME

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Absence de promotion des activités touristiques	Faible potentiel touristique Faible capacité d'accueil (Auberge, restaurants, etc.) Enclavement de la commune	Faible attraction des touristes ; Faible pouvoir économique des populations et de la commune.	Développement de la réserve forestière en destination touristique ; Construction des centres d'hébergement et de restauration ; Création d'un musée d'art culturel à la chefferie

23- SECTEUR CULTURE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Sous valorisation des cultures locales	Absence d'initiatives culturelles locales ; Absence d'infrastructures socioculturelles (foyer communautaire) ; Faible capacité organisationnelle et financière ; Absence d'encadrement.	Perte des valeurs morales et sociales Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la commune	Construction d'un foyer communautaire ; Organisation régulière et planifiée des activités culturelles.

24- SECTEUR MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Développement difficile du secteur	Méconnaissance du potentiel minier (Sable et argile) dans la Commune ; Région pauvre en d'autres ressources ; Manque d'informations et de formation ; Inexploration du sous sol	Faible pouvoir économique de la commune et des populations	Valorisation du potentiel minier de la commune (sable, argile) ; Formations dans les activités du secteur.

25- SECTEUR COMMERCE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Faible diversification des activités commerciales	Faible niveau d'organisation des producteurs ; Non structuration des marchés périodiques ; Absence d'infrastructures (hangars, toilettes, point d'eau, etc.) dans les marchés ; Présence des coupeurs de route ; Mauvais état des routes communales ; Gestion opaque des marchés.	Insécurité des opérateurs et des usagers ; Forte spéculation sur les produits ; Faible niveau de revenu ; Pollution de l'environnement	Construction des hangars dans les marchés périodiques ; Organisation des minis foires de commercialisation des vivres et autres produits ; Organisation structurée et transparente de la gestion des marchés

26- SECTEUR POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Accès difficile à l'information et aux services postaux	Absence d'un télé centre communautaire fonctionnel ; Ignorance de l'existence du service postal ;	Faible ouverture du service postal aux populations ; Capacité de recherche et d'innovation nulle (Internet inexistant)	Eduquer la population sur le service postal et l'épargne ; Démarrer les activités du point d'accès numérique ; Formation d'un personnel de maintenance.

27- SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Insécurité au travail	Faible organisation et structuration des opérateurs de la culture de rente (coton)	Faible participation aux actions de développement ; Exploitation des cultivateurs ; Faiblesse des revenus ; Accentuation de la pauvreté.	Promouvoir les droits des travailleurs ; Organiser et structurer les cultivateurs en GIC Signer des contrats avec la Sodecoton

28- SECTEUR COMMUNICATION

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Accès difficile à l'information	Absence d'antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone fixe) ; Difficultés d'accès aux signaux de la TV nationale et des radios nationales ; Absence de la presse écrite	Sous information des populations ; Difficultés à communiquer.	Installation des antennes TV et radio de relais ; Abonner la Commune à la presse écrite

Tableau 13 : les principaux corps de métier de la ville de kalfou

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre présents de à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
Restaurateurs	9/12	Informelle	Conflictuelle	-Manque d'emplacement adéquat -Manque de financement -Manque de collaboration entre lamido, commune, restaurateurs -difficultés d'accès aux produits de première nécessité -Activité hebdomadaire -Manque d'infrastructures		Peu rentable	-Octroie des financements -Construction et équipement des cafeterias -Faciliter l'organisation et la structuration du corps -Faciliter l'accès aux produits de 1 ^{er} nécessité
Commerçants	14	Informelle	Bonne	-Manque d'éclairage public au niveau du carrefour -Insuffisance de hangar au marché -insalubrité au marché -pénurie des cartes de communication -Tracasserie douanière -Irrégularité de livraison des produits -Manque de points d'eau au marché -Manque d'organisation du corps	-présence de la nationale N°12 -Agence de voyage -présence du téléphone	Rentable	-faciliter l'accès au crédit -faire baisser les prix des produits alimentaires -instaurer la propreté au marché -allègement des frais de douane -construction des hangars -Faciliter l'organisation et la structuration en GIC -Construire des latrines au marché -Installer des points d'eau au carrefour
Bouchers	4/8	Dossiers en cours	Bonne	-Manque de hangars		-Peu rentable	-Construction d'un abattoir -Construction des hangars
Chargeurs	4/4	Informelle	Conflictuelle	-Manque d'uniforme -Mauvaise organisation	-Véhicule disponible à tout moment	-Peu rentable	-Construction d'un hangar pour accueillir les clients
Guérisseurs traditionnels	4/5	Informelle	Aucune	-Manque de structure d'accueil pour les patients		-Peu rentable	-Construction d'un hangar pour accueillir les patients
Eleveurs	8	GIC	Aucune	-Insuffisance des points d'abreuvement du bétail -Insuffisance d'aliments de	-Présence d'un CZSV	Rentable	-Faciliter l'accès au micro crédit -faciliter l'accès au petit matériel d'élevage

				<ul style="list-style-type: none"> supplémentassions -Mauvaise qualité des produits vétérinaires -Manque des produits vétérinaires 			<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès intrants -Faciliter l'accès aux produits vétérinaires
Vendeurs de carburants	5/8	Informelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> -Approvisionnement difficile -Vente à crédit -Ecoulement difficile en SS 		Rentable	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès au micro crédit -Alléger les taxes douanières
Moto-taximen	7/21	GIC	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> -Tracasseries policières et douanières -Mauvais état des routes 	Couverture entière de l'arrondissement	Peu rentable	<ul style="list-style-type: none"> -Faire baisser les tracasseries policières -Faciliter l'accès au micro crédit -Entretien permanent des routes en terre
Garagistes	3/5	GIC	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de magasin de stockage -Equipement inadapté -Manque d'un emplacement adéquat 	Couverture entière de l'arrondissement	Assez rentable	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès au micro crédit --Construction d'un magasin -Trouver un emplacement adéquat
Meuniers	4/4	Informelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> -Faiblesse de l'intensité électrique -Coût élevé et les difficultés d'approvisionnement du Gasoil -Difficultés d'entretien des machines 	Alimentation de base de la population constituée de céréales	Rentable	<ul style="list-style-type: none"> -Branchement électrique au réseau moyenne tension -Formation d'un agent local d'entretien -Structuration du corps en GIC -Facilitation de l'accès au micro crédit

Tableau 14 : liste des problèmes par secteur des corps de métier et groupes vulnérables

N°	Secteurs	Problèmes	Corps de métier ou groupe vulnérable
1	Affaires sociales	Difficultés d'accès à l'éducation	Enfants défavorisés Handicapés Vieillards
		Rejet social par les autres enfants de même âge	
		Difficultés d'accès aux infrastructures publiques	
		Dépendance vis-à-vis des autres	
		Manque d'assistance de la part de l'Etat	
2	Commerce	Difficultés de déplacement en saison sèche	Commerçants
		Difficultés d'accès aux produits de premières nécessités	
		Insuffisances des hangars au marché	
		Tracasseries douanières et policières	
		Pénurie des boissons gazeuses (irrégularité des livraisons)	
		Acquisition difficile de l'essence	
		Vente à crédit	
		Ecoulement difficile des produits en saison sèche	
		Transport difficile du carburant	
		Vente du vin local à crédit	
Non remboursement des crédits			
3	Domaines et affaires foncières	Manque d'emplacement pour les restaurateurs au marché	Commerçants Restaurateurs Garagistes
		Pas d'infrastructure	
		Manque d'emplacement pour les garagistes	
4	Petite et moyenne entreprise et économie	Manque de financement pour les restaurateurs	Presque tous les corps de métiers
		Faible organisations des commerçants	
		Mauvaise organisation des chargeurs	
		Equipement inadapté pour les garagistes	
5	Eau et énergie	Manque d'éclairage public	Commerçants
		manque de point d'eau au marché	
		Rareté d'eau pour les vendeuses de bil en saison sèche	
6	Environnement	Insalubrité au marché	Commerçants
		Rareté du bois	
7	Communication	Pénurie des cartes de recharge MTN et Orange	
8	Elevage pêche et industrie animale	Manque d'abattoir	Eleveurs
		Manque de hangar adéquat pour les bouchers	
		Insuffisance des points d'abreuvement des animaux	
		Insuffisance des aliments d'appoint	
		Insuffisance des produits vétérinaires	
9	Transport	Insécurité (vol du bétail)	Moto taximen Commerçants Chargeurs
		Manque d'uniforme pour les chargeurs	
10	Santé	Déplacement difficile en saison des pluies	Guérisseurs
		Manque de structure d'accueil pour les malades	
11	Travaux publics	Mauvais état des routes	Commerçants Moto taximen

Tableau 15 : Synthèse des problèmes/contraintes, atouts/potentialités et besoin

Secteur	Villages/corps de métiers	Problèmes/contraintes	Atouts/Potentialités	Besoins
Eau et énergie	Kalfou ville Commerçants ; vendeuses de bil bil et handicapés moteurs	-Insuffisance des points d'eau potable -Absence d'adduction d'eau -Eloignement des points d'eau -Absence de comité de gestion -Absence des points d'eau à bétail -Manque d'assainissement des points d'eau existants -Prolifération des maladies hydriques -Tarisement précoce des points d'eau	-Présence à Daïba d'un grand forage creusé lors de la construction de la route nationale N° 12 -Nappe phréatique peu profonde -Sol sablo argileux facile à forer	-Réhabiliter le forage du lycée en panne -Creuser 04 mares d'abreuvement pour bétail
Commerce	Espace urbain Villages de la Commune	-Difficultés d'accès aux produits de premières nécessités -Insuffisance de hangars au marché -Tracasseries douanières et policières -Vente à crédit -Ecoulement difficile des produits en saison sèche -Transport difficile de carburant -Non remboursement des crédits	La tenue des marchés périodiques dans les villages.	-Allègement des tracasseries douanières et policières
Domaines et affaires foncières	Espace Urbain	-Manque d'emplacement pour les restaurateurs au marché -Pas d'infrastructure -Manque d'emplacement pour les garagistes	Présence d'espace non encore occupé	-Construction de hangar pour les restaurateurs -Construction d'espace approprié pour les garagistes

Petite et moyenne entreprise et économie	Commerçants Restaurateurs	-Manque de financement pour les restaurateurs -Faible organisations des commerçants -Mauvaise organisation des chargeurs -Equipement inadapté pour les garagistes		-Facilitation de l'accès aux petits crédits -Organiser les commerçants en GIC -Extension du réseau électrique
Environnement	Commerçants	Insalubrité au marché Rareté du bois		-Organiser un service de propreté au marché
Communication	Tenanciers de call box	Pénurie des cartes de recharge MTN et Orange	Plusieurs abonnés Réseau disponible même dans les villages	Facilitation de l'accès au micro crédit
Elevage pêche et industrie animale	Eleveurs	-Manque d'abattoir -Manque de hangar adéquat pour les bouchers -Insuffisance des points d'abreuvement des animaux -Insuffisance des aliments d'appoint -Insuffisance des produits vétérinaires Insécurité (vol du bétail)		-Construire des points des abreuvoirs pour bétail -Faciliter l'accès au micro crédit -Renforcer la sécurité contre le vol
Transport	Chargeurs	Manque d'uniforme pour les chargeurs Déplacement difficile en saison des pluies	Installation d'un point de chargement d'une agence de transport	-Organiser le corps des chargeurs
Santé	Guérisseurs traditionnels	Manque de structure d'accueil pour les malades chez les guérisseurs		Organiser les guérisseurs en groupe d'initiative commune
Travaux publics	Moto taximen Villages de la commune	Mauvais état des routes		Entretien des routes et pistes rurales

BESOINS CONSOLIDES PAR SECTEUR

Tableau 16 : Synthèse des besoins des indigents dans la commune de Kalfou

Groupe vulnérable	Nombre d'impliqué/nombre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Activités pratiquées	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
Enfants de la rue	2/5	Informelle	Aucune	-Rejet par la société -Difficulté d'accès à l'éducation -Abandon	Aucune	-Vente d'eau -Chargeur -Tâcheron	-Pas rentable	-Foyer d'accueil -Faciliter l'accès à un micro crédit
Handicapés moteurs	1/4	Informelle	Aucune	-Difficultés d'accès aux infrastructures publics -Dépendance vis-à-vis des autres -Déplacement difficile en SS -Manque d'assistance de l'Etat	Aucune	Aucune		Assistance financière de la Commune et des services sociaux de l'Etat

Matrice Diagnostic des ressources naturelles au niveau communal

Tableau 17

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Réserve Forestière de KALFOU	Goulmoun ; Baga ;Daïba ; Dabewall Malloum ; Bougaye ; Dabewall Ecole	Richesse faunique et floristique, Cola sauvage, essences rares, plantes médicinales.	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, champs, plantes médicinales	PCF, Populations guérisseurs	Direct, non contrôlé	Réduction des superficies cultivables par la réserve forestière	Espace borné mais non contrôlé, Intrusion récurrente des éléphants dans les villages	Eduquer la population à la conservation de l'environnement, Construire le PCF de Kalfou
Mares D'ARGILE	Tous les villages	Argile, sable	Poterie, fabrication de briques pour habitation	Villageois	Direct	Erosion	Pratiques artisanales rudimentaires	Formation à la modernisation/amélioration des techniques de fabrication
Lacs et mares artificiels	Pêche, abreuvoir des troupeaux	Petits poissons	Tous les villages	Populations riveraines, éleveurs	Direct	Tarissement dû à la longue saison sèche	Tarissement Conflits entre pêcheurs et éleveurs	Création et entretien des mares d'eau artificielles destinées soit à la pêche soit à l'élevage uniquement

4.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres (PUGT) de l'espace communal

Figure 4

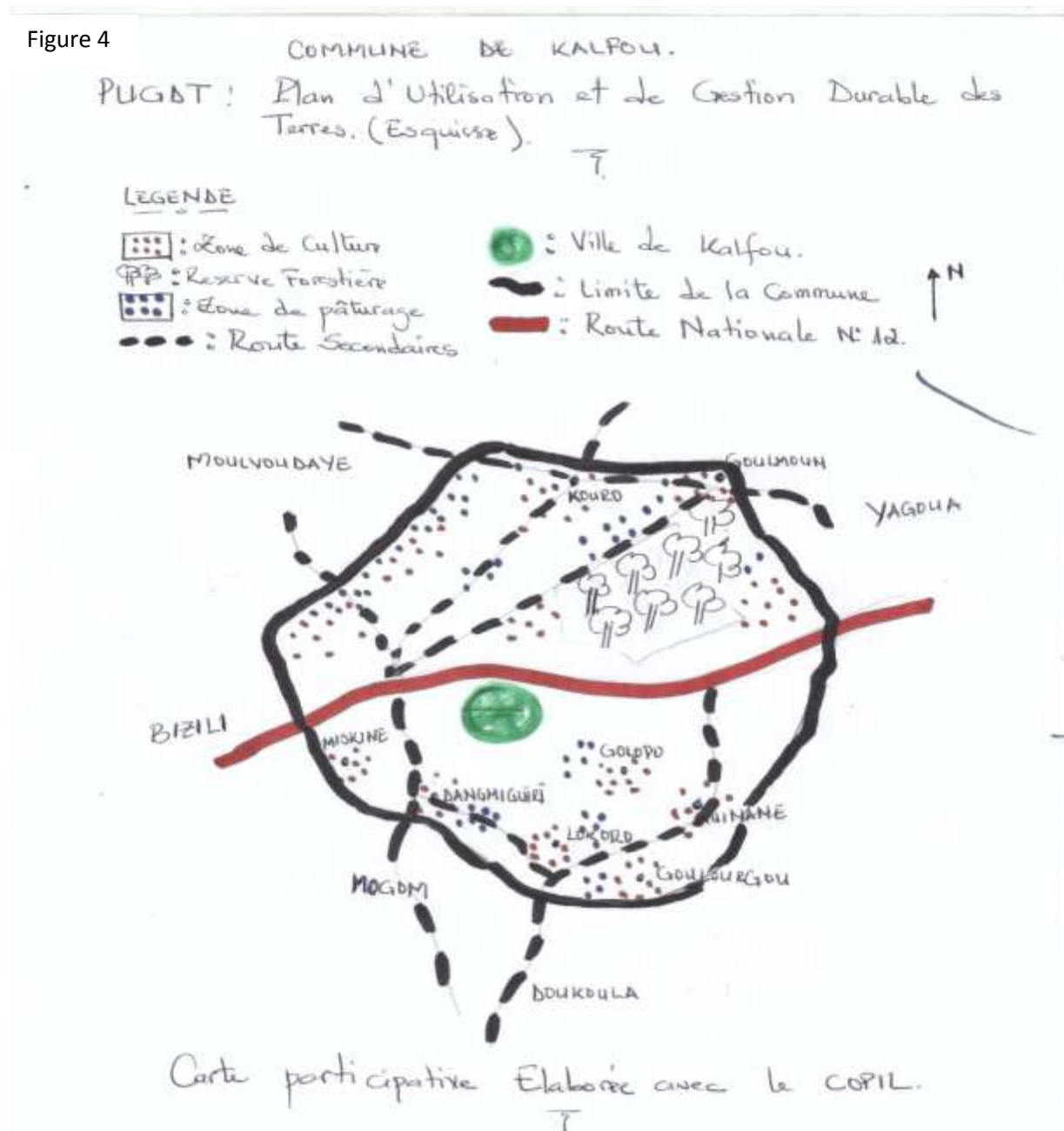




Photo 06 : Séance de travail pendant l'atelier de planification

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision

Au vue de l'état de pauvreté qui sévit au sein de leur communauté, les populations de la Commune de Kalfou au travers de l'exécutif communal ont pour vision : « **d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations locales** ».

Dans une période de trois ans (2011 à 2013), la commune de Kalfou envisage de disposer de :

- Une institution communale bien fonctionnelle et qui joue véritablement son rôle d'acteur au centre de la dynamique du développement local du territoire ;
- Une institution communale qui œuvre dans un partenariat avec les populations, le secteur privé et les services déconcentrés de l'Etat pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants ;
- Un espace géographique où les ressources naturelles existantes sont valorisées et mieux gérées afin de faciliter le développement de toute la collectivité dans une perspective durable d'amélioration des recettes propres de la Commune ;
- Un territoire dans lequel le principe de participation est le maître mot pour tous les acteurs qui interviennent dans le processus de développement.

5.1.2 Objectifs

Cette vision de développement définie par l'ensemble des acteurs sur le territoire de la commune de Kalfou a pour objectif global de promouvoir le développement économique, social et culturel et ce à travers :

- L'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'éducation de base et l'enseignement secondaire de qualité.
- L'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune ;
- La protection de l'environnement et la gestion durable des sols ;
- La facilitation du développement économique du territoire (création et construction d'infrastructures marchandes, financement des activités de production, mise en valeur des ressources naturelles et touristiques.).

5.2. Cadre logique par secteur

Secteur 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Problème : FAIBLE PRODUCTIVITE AGRICOLE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité et quantité de la production agricole ; - niveau de revenu des ménages ; - méthodes culturales et techniques de culture développées par les producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Rendement agricole ; -l'accès aux services ; -Nombre de nouvelles variétés introduites. 	<ul style="list-style-type: none"> -Grande sécheresse; -Indisponibilité de nouvelles variétés à introduire. -Invasion des chenilles dévastatrices ; -Invasion des pachydermes 	<ul style="list-style-type: none"> -Rendement agricole ; -l'accès aux services ; -Nombre de variétés introduites. -Accès aux intrants agricoles
Objectifs stratégiques 1- Améliorer et diversifier la production agricole 2- Relever la fertilité des sols 3- Promouvoir la gestion des récoltes dans les ménages	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité et quantité de la production agricole ; • niveau de revenu des ménages ; • méthodes culturales et techniques de culture adoptées et pratiquées par les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Rendement agricole -l'accès aux services -Nombre de variétés introduites 	<ul style="list-style-type: none"> -Grande sécheresse ; -Pluviométrie limitée ; -Indisponibilité de nouvelles variétés agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Rendement agricole ; -l'accès aux services ; -Nombre de variétés introduites.
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Augmenter de 5 à 100 % le nombre de paysans ayant accès aux intrants agricoles 2- Intensifier la lutte phytosanitaire de 80% des producteurs 3- Améliorer de 0 à 100% la qualité de l'outillage agricole 4- Stimuler et redynamiser 75% des associations de producteurs (GIC, Unions, Fédérations, etc) 5- Améliorer les méthodes de conservation, transformation et de commercialisation des produits d'au moins 80% producteurs 6- Rendre fonctionnel au moins 75% des magasins de stockage et de conservation 7- Encadrer techniquement tous les producteurs 8- Faciliter l'accès à un financement pour 75% des producteurs 9- Redynamiser les anciens postes agricoles en personnel 10- Organiser les producteurs par filière 11- Créer de nouveaux postes agricoles 12- Introduire la pratique de la culture sous couvert végétal 13- Former les ménages à la gestion des récoltes	<ol style="list-style-type: none"> 1) % de producteurs ayant accès aux intrants ; 2) % de champs traités ; 3) Nombre de tracteurs acquis ; <ul style="list-style-type: none"> o nombre de GIC et association redynamisés et fonctionnels ; o taux de conservation, transformation et de commercialisation des produits; o Nombre de magasins ouverts et fonctionnels ; o nombre ou % de producteurs encadrés ; o nombre de producteurs ayant bénéficié d'un financement ; o Nombre de poste agricole ouverts pourvu en personnels et rendus fonctionnels. o Nombre de filières organisées o Nombre de nouveaux postes agricoles créés o 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs 4- PV de tenu des réunions des GICs 5- les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- le rapport de fonctionnement du magasin ; 7- Thèmes de formation des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9-Le décret portant création des postes agricoles 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs 4- PV de tenu des réunions des GICs 5- Les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- la présence du bâtiment 7- PV de tenu des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9-Le décret portant création des postes agricoles 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs 4- PV de tenu des réunions des GICs 5- les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- la présence du bâtiment 7- PV de tenu des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9-Le décret portant création des postes agricoles
Résultats attendus de la stratégie : 1- Environ 100% des paysans ont accès aux intrants agricoles ; ▪ Les capacités de 80% des producteurs sont renforcés en matière de lutte phytosanitaire ; ▪ La qualité de l'outillage agricole de 100% des producteurs est améliorée ;	<ol style="list-style-type: none"> 1- % de producteurs ayant accès aux intrants ; 2- % de champs traités ; 3- Nombre de tracteurs acquis ; 4- Nombre de GIC et Associations redynamisé et fonctionnel ; 5- Taux de conservation, transformation et de commercialisation des produits ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs 4- PV de tenu des réunions des GICs 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs 4- PV de tenu des réunions 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Nombre de producteur ayant bénéficié des intrants 2- Nombre de champs ayant été traités 3- Facture d'achat des tracteurs

<ul style="list-style-type: none"> ▪ 75% des associations des producteurs sont stimulées et redynamisées ; ▪ La conservation, la transformation et la commercialisation des produits de 80% des producteurs sont améliorées ; 2- 75% des magasins de stockage et de conservation sont ouverts aux producteurs et sont fonctionnels ; 3- 100% des producteurs sont encadrés techniquement 4- L'accès aux financements de 75% des producteurs est facilité et au moins 50% accèdent au financement 5- Les anciens postes agricoles sont rouverts et fonctionnels 	<p>6- Nombre de magasins construits 7- % de producteurs encadrés 8- Nombre de producteurs ayant bénéficié d'un financement ; 9- Nombre de poste agricole créée.</p>	<p>5- les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- la présence du bâtiment 7- PV de tenu des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9- Le décret portant création des postes agricoles</p>	<p>des GICs 5- les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- la présence du bâtiment 7- PV de tenu des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9- Le décret portant création des postes agricoles</p>	<p>4- PV de tenu des réunions des GICs 5- les fiches techniques de conservation et les produits conservés 6- la présence du bâtiment 7- PV de tenu des réunions d'encadrement 8- Les contrats de financement 9- Le décret portant création des postes agricoles</p>
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
<p>1.1- Aménager d'autres bas fonds et stimuler l'adoption d'autres variétés de cultures ;</p> <p>1.2 Création de 4 champs semenciers pour la production des semences améliorées d'arachide, Maïs, Manioc, patate douce, Niébé, Mil, près des postes agricoles ;</p> <p>2.1. Renforcement des capacités de 200 producteurs à la manipulation des produits et appareils de lutte phytosanitaire ;</p> <p>2.2. Création de 21 brigades villageoises de lutte phytosanitaire et formation des membres ;</p> <p>3.1 Acquisition des tracteurs au niveau de l'institution communale</p> <p>4.1 Formation à la création et à la gestion de GIC, UNION, FEDERATION, et COOPERATIVE ;</p> <p>5.1 Formation des producteurs aux techniques de conservation et de transformation des produits vivriers (mil, manioc, etc.) ;</p> <p>5.2 Formation à la gestion des magasins de stockage</p>	<p>6.1 Recrutement d'encadreurs techniques aux postes agricoles redynamisés ;</p> <p>6.2 Réhabilitation des postes agricoles ;</p> <p>6.3 Construction de 04 bâtiments devant abriter les postes agricoles (lieux à déterminer) ;</p> <p>7.1 Sensibilisation sur les différents bailleurs de fonds (programme, projet et autres)</p> <p>7.2 Formation au montage des projets de financement</p> <p>7.3 Réhabilitation de la Caisse Village Communautaire Autogérées (CVCA) à Kalfou ville ;</p> <p>8. Accompagner et faciliter l'accès aux financements des producteurs.</p>	<p>Libellés</p> <hr/> <p>Total Investissement</p> <hr/> <p>Total fonctionnement</p> <hr/> <p>Imprévus</p> <hr/> <p>Total estimatif</p>	<p>Montants</p> <hr/> <p>500 000 000</p> <hr/> <p>200 000 000</p> <hr/> <p>50 000 000</p> <hr/> <p>750 000 000</p>	

Secteur 2 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

Problème : ESPACE PASTORAL FINI ET ELEVAGE RUMINANT EN CRISE

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir et valoriser les activités pastorales	- Augmentation du cheptel (nombre de têtes d'animaux élevés) ; - Augmentation des revenus des ménages	-Nombre de têtes d'animaux -L'accès aux services -Le pouvoir d'achat des éleveurs	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Objectifs stratégiques - Booster les activités pastorales - Améliorer les revenus des éleveurs	- Augmentation du cheptel (nombre de têtes d'animaux élevés) ; - Augmentation des revenus des ménages	-Nombre de têtes d'animaux -L'accès aux services -	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Objectifs spécifiques de la stratégie ; 1- Recruter 05 encadreurs techniques d'élevage ; 2- Amener 50% des éleveurs à pratiquer l'élevage intensif et en claustration ; 3- Faciliter l'accès des éleveurs au micro crédit. 4- Respecter les séances de vaccination animale	1- Nombre d'encadreurs techniques qualifiés recruté 2- Nombre d'éleveurs pratiquant l'élevage intensif et en claustration 3- Nombre de bêtes vaccinées et/ou traitées	1- Le contrat des encadreurs 2- La réduction de l'élevage en divagation et le nombre de tête élevé 3- Les PV de séance de formation	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Résultats attendus de la stratégie : 1) 05 encadreurs techniques sont recrutés dans la commune ; 2) 100% des producteurs pratiquent l'élevage intensif et en claustration ; 3) Baisse des épidémies observées dans les troupeaux ; 4) Diminution du vol de bétail. 5) Augmentation des recettes communales	1- Nombre d'encadreurs techniques qualifiés recruté 2- Nombre d'éleveurs pratiquant l'élevage intensif et en claustration 3- Nombre de bêtes vaccinées et/ou traitées ; 4- Augmentation des recettes propres de la Mairie.	1. Fiches d'identification des éleveurs ; 2. Le contrat des encadreurs 3. La réduction de l'élevage en divagation et le nombre de tête élevé 4. Les PV de séance de formation	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
- Formation d'environ 100 éleveurs sur les techniques d'élevage intensif et en claustration ; - Recrutement d'un personnel zootechnique ; - Délimiter des zones de pâturage ; - Dynamiser le grand marché de bétail à Kalfou ; - Lutter contre le vol de bétail ; - Encourager la vaccination des animaux - Encourager la structuration des éleveurs en GIC - Aménager des mares d'eau artificielles - Equiper l'abattoir en matériel adéquat - Création d'une ferme avicole communale		Libellés	Montants	
		Total Investissement	300 000 0000	
		Total fonctionnement	100 000 000	
		Imprévus	30 000 000	
		Total estimatif	430 000 000	

Secteur 3 : **DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES**

Problème : **ABSENCE D'UNE POLITIQUE DE GESTION DE L'ESPACE**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer le cadre de vie spatial et réduire l'insécurité foncière	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	- PV de réunion et rapport - récépissé de la demande du titre foncier	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Définir et mettre en œuvre une politique de gestion saine et durable de l'espace communal	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	- PV de réunion et rapport - récépissé de la demande du titre foncier	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Sensibiliser au moins 90% de la population sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ; 2- Constituer le patrimoine propre de la commune ; 3- Constituer le patrimoine foncier des particuliers 4- Appuyer au moins 100 personnes par an à l'obtention d'un titre foncier ; 5- Créer un point focal des affaires foncières dans la commune	1. nombre de personnes sensibilisé sur la sécurité foncière et les procédures y relatives 2. le patrimoine de la commune est constitué ainsi que celui des particuliers 3. le nombre de personnes ayant obtenu un titre foncier 4. un point focal des domaines et affaires foncières opérationnel	- PV de réunion et rapport - Traçabilité des biens communaux - récépissé de la demande du titre foncier - Contrat du point focal	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- 90% de la population est sensibilisée sur la sécurité foncière et les procédures y relatives ; 2- 100% du patrimoine de la commune est constitué ; 3- 100% du patrimoine foncier des particuliers est constitué 4- 100 personnes par an ont accès au titre foncier ; 5- Un point focal des domaines et affaires foncières au niveau de la commune est mis en place	1. nombre de personnes sensibilisé sur la sécurité foncière et les procédures y relatives 2. le patrimoine de la commune est constitué ainsi que celui des particuliers 3. le nombre de personnes ayant obtenu un titre foncier 4. un point focal des domaines et affaires foncières est crée au niveau communal	- PV de réunion et rapport - Traçabilité des biens communaux - récépissé de la demande du titre foncier - Contrat du point focal	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Elaborer un plan cadastral pour l'espace urbain communal ; 2- Organisation de 02 ateliers par an de sensibilisation sur la sécurité foncière et les procédures y relatives dans la Commune de Kalfou ; 3- Constitution du patrimoine communal ;	4- Constitution du patrimoine foncier des particuliers de la commune ; 5- Initier les demandes collectives de titre foncier	Libellés	Montants	
		Total Investissement	45 000 000	
		Total fonctionnement	15 000 000	
		Imprévus	450 000	
		Total estimatif	60 450 000	

Secteur 4 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Problème : INSALUBRITE ET FAIBLE NIVEAU D'URBANISATION, PRECARITE DE L'HABITAT

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer le niveau d'urbanisation de la Commune	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Type de matériau utilisé pour la construction, présence du service de la voirie	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Elaborer et diffuser un plan d'urbanisation de la Commune	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Type de matériau utilisé pour la construction, présence du service de la voirie	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Mettre en place le service de la voirie municipale ; 2- Etendre l'électrification dans la commune et relancer le projet d'adduction d'eau dans la zone urbaine ; 3- Améliorer la qualité d'au moins 90% des habitats ; 4- Augmenter de 10 à 80% les équipements et infrastructures d'assainissement de la Commune	1. Document élaboré du plan d'urbanisation 2. le service de voirie municipale fonctionnel; 3. le nombre de nouveaux abonnés ; 4. L'appel d'offres de réalisation des études du projet d'adduction d'eau ; 5. La qualité des habitats 6. Nombre et qualité d'équipement acquis	- lotissement - présence de la voirie - électrification -Plan sommaire d'urbanisme	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; La disponibilité des financements	
Résultats attendus de la stratégie : 1. le plan social d'urbanisation est rédigé et communiqué à la population ; 2. le service de la voirie municipale est opérationnel 3. le réseau électrique est étendu et les études du projet d'adduction d'eau sont relancées ; 4. la qualité de 90% des habitats est améliorée ; 5. 80% des équipements et infrastructures d'assainissement sont augmentés	1. Document élaboré du plan d'urbanisation 2. le service de voirie municipale fonctionnel; 3. le nombre de nouveaux abonnés ; 4. L'appel d'offres de réalisation des études du projet d'adduction d'eau ; 5. La qualité des habitats 6. Nombre et qualité d'équipement acquis	- lotissement - présence de la voirie - électrification	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; La disponibilité des financements	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1 Contrôle des marchés de constructions ; 1.2 Attribution des lots aux demandeurs 2.1 Acquisition du matériel (bacs à ordures et d'une benne) 2.2 Formation du personnel 2.3 Création d'un service d'hygiène et salubrité au sein de la Commune 3.1 Extension du réseau électrique 3.2 Rédiger le projet d'extension du réseau d'adduction d'eau.	4.1 Facilitation des permis de bâtir 4.2 Acquisition d'une presse à fabriquer les briquettes 5.1 Organisation des concours de propreté (Ecoles et villages) 5.2 Stimulation à la construction des latrines dans les ménages et les infrastructures sociaux 5.3 Dotation de 02 bacs à ordures dans chaque Ecole et dans l'espace urbain communal	Libellés	Montants	
		Total Investissement	200 000 000	
		Total fonctionnement	50 000 000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	260 000 000	

Secteur 5 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Problème : DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Prendre en compte les aspects socio-environnementaux dans les comportements au quotidien	Environnement restauré, sain et durable	Propreté de la commune et réduction de la coupe d'arbre à des fins domestique		
Objectifs stratégiques 1- Intensifier les activités sylvicoles ; 2- Assainir l'environnement communal.	Environnement restauré, sain et durable	Propreté de la commune et réduction de la coupe d'arbre à des fins domestique		
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Elaborer un plan de reboisement communal ; 2- Eduquer la population à la protection de l'environnement ; 3- Traiter au moins 80% des déchets urbains (plastiques) ; 4- Créer un espace vert dans l'espace urbain communal ; 5- Créer 01 pépinière de reboisement par village	1- Le traitement des déchets est effectif 2- Nombre d'espace verts créés 3- Nombre de campagne de sensibilisation organisé 4- Le nombre de pépinières de reboisement créées	1- Présence d'une décharge 2- Existence des espaces verts 3- PV des réunions 4- Présence des pépinières de reboisement		
Résultats attendus de la stratégie : 1. Un plan de reboisement élaboré et mis en œuvre ; 2. 90% de la population est sensibilisée sur la nécessité de protection de l'environnement ; 3. 80% des déchets urbains sont collectés et traités 4. Un espace vert est créé dans Kalfou ville ; 5. L'environnement direct des habitations est assainie 6. 01 pépinière de reboisement est créée par village	1- La collecte et le traitement des déchets est effectif 2- Nombre d'espace verts créés ; 3- Nombre de campagne de sensibilisation organisé 4- Le nombre de pépinières de reboisement créées	1- Présence d'une décharge 2- Existence des espaces verts 3- PV des réunions 4- Présence des pépinières de reboisement		
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Rédiger un plan de reboisement communal ; 2. Organisation des campagnes mensuelles de préservation de l'environnement ; 3. Vulgarisation des nouvelles techniques de réduction du déboisement (Utilisation des foyers améliorés à charbon) 4. Organisation du traitement des déchets urbains et ruraux ; 5. Création d'un espace vert dans la zone urbaine ; 6. Encourager la construction des latrines aménagées dans les ménages 7. Création d'une pépinière de reboisement dans chaque village.		Libellés	Montants	
		Total Investissement	261 690 000	
		Total fonctionnement	1 500 000	
		Imprévus	2 616 900	
		Total estimatif	289 609 000	

Secteur 6 : FORETS ET FAUNE

Problème : DIFFICULTES DE MAINTENIR LA BIODIVERSITE FAUNIQUE ET FLORISTIQUE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Préserver la biodiversité	Les coupes abusives sont limitées	La réduction des coupes	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Objectifs stratégiques Intensifier les activités sylvoicoles	Les coupes abusives sont limitées Les éléphants se font moins présents dans les villages ; Les cultures ne sont plus ravagées	Les coupes abusives sont limitées Les éléphants se font moins présents dans les villages ; Les cultures ne sont plus ravagées	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Relancer le processus d'acquisition d'une forêt communale 2- Vulgariser la loi forestière auprès de 80% de paysans 3- Faciliter la régénération des formations végétales 4- Limiter l'exploitation anarchique des ressources naturelles 5- Construire et équiper le bureau du poste forestier de Kalfou	1- Le processus d'acquisition d'une forêt communale est lancée 2- Nombre de personnes sensibilisé 3- Les formations végétales régénérées 4- Kalfou est nanti d'un poste forestier 5- le poste forestier est équipé en bureau et en matériel roulant	1- La licence de la forêt communale 2- Réunions de sensibilisation 3- Présence d'un bâtiment équipé	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Résultats attendus de la stratégie : 1) Le processus de classement de la forêt communale est lancé 2) 80% des paysans sont informés sur la loi forestière 3) La régénération des formations végétales est facilitée 4) La coupe anarchique du bois est limitée 5) Le poste de contrôle forestier est construit et équipé ; 6) Les animaux s'introduisent de moins en moins dans les villages	1- Le processus d'acquisition d'une forêt communale est lancé 2- Nombre de personnes sensibilisé 3- Les formations végétales régénérées 4- Kalfou est nanti d'un poste forestier 5- le poste forestier est équipé en bureau et en matériel roulant	1- la licence de la forêt communale 2- Réunions de sensibilisation 3- Présence d'un bâtiment équipé	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Contacter l'autorité en charge des forêts pour le processus d'acquisition et de classement d'une forêt communale 2. Vulgarisation de la loi forestière 3. Intensification de la plantation d'arbres facilitant la régénération des formations végétales 4. Vulgarisation de l'utilisation des fours améliorés ; 5. Construction du bâtiment devant abriter le poste de contrôle forestier ; 6. Marquer et matérialiser les limites de cultures avec la réserve forestière de Kalfou.		Libellés	Montants	
		Total Investissement	110 000 000	
		Total fonctionnement	40 000 000	
		Imprévus	11 000 000	
		Total estimatif	161 000 000	

Secteur 7 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Problème : FAIBLE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET FONCTIONNEL DE LA COMMUNE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Rapprocher les services publics administratifs des populations et renforcer la sécurité des biens et des personnes	- Qualité des services rendus par la Commune ; - Nombre d'activités réalisées de manière satisfaisante par la Commune ; - qualité des budgets et des comptes administratifs	Aptitude de la commune à satisfaire les besoins de la population	L'Exécutif et le personnel communal optent pour une gestion saine, transparente et durable de la Commune	
Objectifs stratégiques Promouvoir le développement institutionnel et fonctionnel de la Commune	- Qualité des services rendus par la Commune ; - Nombre d'activités réalisées de manière satisfaisante par la Commune ; - qualité des budgets et des comptes administratifs	Aptitude de la commune à satisfaire les besoins de la population	L'Exécutif et le personnel communal optent pour une gestion saine, transparente et durable de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Améliorer la stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales 2- Améliorer le système de communication de la commune 3- Améliorer le service d'état civil dans la commune 4- Organiser au moins 03 sessions de formations par an des agents communaux et conseillers 5- Acquérir 01 Véhicules de liaison 4X4,	1. Une stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales est mise en place 2. Un système de communication adapté aux réalités communales est déterminé 3. Nombre et types de formations reçues par l'exécutif et le personnel communal 4. Nombre et qualité d'équipement acquis par la commune	Rapport de formation, factures des équipements, contrat avec les partenaires	L'Exécutif et le personnel communal optent pour une gestion saine, transparente et durable de la Commune Le civisme et le dynamisme des populations	
Résultats attendus de la stratégie : 1. La stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales est améliorée 2. Le système de communication de la commune est amélioré 3. 03 sessions de formation des agents communaux et conseillers sont organisées 4. 01véhicules 4X4 de liaison est acquis	1. Une stratégie de mobilisation et de sécurisation des recettes communales est mise en place 2. Un système de communication adapté aux réalités communales est déterminé 3. Nombre et types de formations reçues par l'exécutif et le personnel communal 4. Nombre et qualité d'équipement acquis par la commune	Rapport de formation, factures des équipements, contrat avec les partenaires	L'Exécutif et le personnel communal optent pour une gestion saine, transparente et durable de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
1. recrutement d'un personnel qualifié 2. Coaching de la Commune dans l'amélioration de la gestion administrative et financière 3. Identification et mise en place d'une stratégie de communication au sein de la commune ; 4. Création et équipement de 4centres d'état civil	5. Organisation des ateliers de formation des agents communaux et conseillers 6. Equipement de la Commune en matériel didactique et logistique 7. Développement du partenariat communal	Total Investissement	8 000 000	
		Total fonctionnement	2 500 000	
		Imprévus	800 000	
		Total estimatif	11 300 000	

Secteur 8 : EDUCATION DE BASE

Problème : DIFFICULTES D'ACCES A L'EDUCATION DE BASE DE QUALITE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer l'accès à l'éducation de base de qualité	- % de la population ayant un accès facile à l'éducation	-Nombre d'enfants inscrits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif de base dans la commune Améliorer le taux d'alphabétisation	- % de la population ayant un accès facile à l'éducation	-Nombre d'enfants inscrits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie <ul style="list-style-type: none"> • Construire et réhabiliter au moins 75% des salles de classe • Recruter des enseignants dans les écoles selon les besoins • Equiper au moins à 80% les salles de classe existantes en tables bancs et en matériel didactiques • Construire au moins 01 point d'eau, 02 latrines et 01 bureau dans chaque école 	1. nombre de salles de classe construites et réhabilitées 2. nombre d'enseignants recruté; taux de réussite scolaire ; 3. nombre ou type de nouveaux équipements et infrastructures scolaires acquis ; 4. nombre de points d'eau, de latrines et bureau administratif construits	-Etat des bâtiments -Contrat des enseignants et taux de réussite des élèves -Nombre d'enfants assis par table banc et l'état du matériel -Présence des points d'eau, latrines et bureau administratif dans les écoles	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : <ol style="list-style-type: none"> 1. 75% des salles de classes sont construites et/ou réhabilitées 2. Des enseignants sont recrutés par école 3. 80% des salles de classe sont équipées en tables bancs, en matériel didactiques et construction d'un bloc administratif, 01 point d'eau, 02 latrines et 01 bureau administratif sont construits par école 	1. nombre de salles de classe construites et réhabilitées 2. nombre d'enseignants affecté; taux de réussite scolaire ; 3. nombre ou type de nouveaux équipements et infrastructures scolaires acquis ; 4. nombre de points d'eau, de latrines et bureau administratif construits	-Etat des bâtiments -Contrat des enseignants et taux de réussite des élèves -Nombre d'enfants assis par table banc et l'état du matériel -Présence des points d'eau, latrines et bureau administratif dans les écoles	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés		Montants
1. Création, construction et équipement de 02 écoles maternelles à kalfou et Bougaye	7. Construction de 03 clôtures dans les écoles	Total Investissement		374 800 000
2. Recrutement des enseignants pour l'école maternelle de kalfou ;	8. Construction de 144 logements d'enseignants	Total fonctionnement		75 000 000
3. Construction de 96 salles de classes	9. Construction de 17 cantines	Imprévus		37 480 000
4. Réhabilitation de 20 salles de classes dans les écoles existantes	10. Construction de 23 points d'eau dans les écoles			
5. Equipement de 3420 tables bancs dans les écoles de la Commune et 154 armoires de rangement ;	11. Recrutement de 60 enseignants qualifiés dans les écoles	Total estimatif		487 280 000
6. Equipement de 23 bureaux pour enseignants	12. Construction de 158 latrines			
	13. Création d'un centre d'alphabétisation			

Secteur 9 : ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Problème : DIFFICULTES D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Faciliter l'accès aux enseignements secondaires	- % de la population ayant un accès facile à l'éducation	-Nombre d'enfants inscrits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques 1- Réduction du taux de déperdition scolaire ; 2- Faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes ; 3- Lutter contre la sous scolarisation de la jeune fille et la délinquance juvénile	- % de la population ayant un accès facile à l'éducation	-Nombre d'enfants inscrits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Construire et réhabiliter au moins 90% des salles de classe existantes 2- Construire une inspection et un bloc administratif à KALFOU 3- Affecter au moins 05 enseignant qualifié et spécialisé respectivement au CETIC de KALFOU et au CES de LOKORO 4- Construire au moins à 35% les salles de classe du CETIC et du CES 5- Equiper les lycées, le CES et le CETIC en tables bancs et en matériel didactiques 6- Construire 01 point d'eau, 01 bloc latrine et 04 blocs administratif respectivement au lycée de Bougaye, au CETIC de Kalfou et au CES de Lokoro 7- Sensibiliser au moins 80% des parents sur l'éducation de leurs enfants et notamment des filles 8- Créer et construire 01 bibliothèque par établissement 9- Aménager une aire de jeux par établissement	1- Nombre de salles de classe construits et réhabilités 2- Présence effective d'une inspection et d'un bloc administratif 3- Nombre d'enseignant qualifié et spécialisé recruté 4- Nombre de table banc et type de matériel fourni aux écoles 5- Nombre de point d'eau, latrine et bureau construit 6- Nombre de campagne de sensibilisation organisée 7- Nombre de bibliothèque construit 8- Nombre d'aire de jeux aménagés	1- Etat des bâtiments 2- Présence physique des ouvrages 3- Contrat de travail 4- Bon de livraison 5- Présence des points d'eau, latrines et bureau 6- PV des réunions 7- Présence effective des bibliothèques 8- Présence des aires de jeux	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1. 90% des salles de classe sont construites et/ou réhabilitées 2. 01 bâtiment administratif et 01 inspection sont construits 3. 05 enseignants qualifiés et spécialisés sont recrutés au CETIC et CES 4. 100% des salles de classe construits du CETIC et du CES sont équipées en tables bancs et en matériel didactiques 5. 01 point d'eau, 01 latrines et 01 bureau administratif sont construits respectivement au CES et au CETIC 6. 80% des parents sont sensibilisés sur l'importance de l'éducation de leurs enfants 7.1 construction et équipement d'une Bibliothèque dans les Lycées de Kalfou, Bougaye, au CES de Lokoro et au CETIC de Kalfou	1- Nombre de salles de classe construits et réhabilités 2- Présence effective d'une inspection et d'un bloc administratif 3- Nombre d'enseignant qualifié et spécialisé recruté 4- Nombre de table banc et type de matériel fourni aux écoles 5- Nombre de point d'eau, latrine et bureau construit 6- Nombre de campagne de sensibilisation organisée 7- Nombre de bibliothèque construit 8- Nombre d'aire de jeux aménagés			

7.2 construction et équipement d'une salle informatique au Lycée de Kalfou				
8.01 aire de jeux est aménagée par établissement				
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
1. Construction de 3 blocs de 2 salles de classes chacun au CETIC de Kalfou et au CES de Lokoro , 01 bloc de 2 salles de classes au lycée de Bougaye et la réhabilitation de 14 salles de classe au Lycée de Kalfou	5. Construction de 2 points d'eau et des blocs latrines (01 ouvrage par établissement) au CETIC de Kalfou et au CES de Lokoro	Total Investissement	413 000 000	
2. Construction de 04 blocs administratifs au CETIC et dans les 3 lycées	6. Réhabilitation du point d'eau du Lycée de kalfou	Total fonctionnement	150 000 000	
3. Affectation de 47 enseignants soient 06 au CETIC (05 spécialisés) et (11) au Lycée de Lokoro, 17 au lycée de Kalfou et 15 au lycée de Bougaye ; prise en charges des enseignants vacataires par la commune	7. Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'éducation des enfants et des filles en particulier	Imprévus	41 300 000	
4. Equipement de 698 tables bancs : 50 au CETIC et 168 au Lycée de Lokoro, 180 au lycée de Bougaye et 300 au lycée de Kalfou	8. Aménagement de 02 aires de jeux : une au CETIC et un au Lycée de Lokoro	Total estimatif	604 300 000	
	9. Construction et équipement d'une bibliothèque dans chaque établissement ;			
	10. Equipement de 15 armoires soient 04 au Lycée de Bougaye, 04 au lycée de Kalfou, 04 au lycée de Lokoro et 03 au CETIC de Kalfou			
	11. Equipement d'un ordinateur complet et d'un photocopieur dans chaque établissement			

Secteur 10 : **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Problème : **DIFFICULTES D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Créer une bourse communale au bénéfice des étudiants ressortissants de la Commune	- % de jeunes bacheliers ayant bénéficié de l'appui de la commune			
Objectifs stratégiques Encourager la poursuite des études supérieures ; Améliorer les conditions de vie des étudiants originaires de la Commune	- % de jeunes bacheliers ayant bénéficié de l'appui de la commune		Dynamisme de l'exécutif communal ; Dynamisme de l'élite de la localité	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Octroyer des bourses à 25 jeunes bacheliers de la communauté par an 2- Construire 02 structure d'accueil d'étudiants locaux dans les universités de Maroua et Ngaoundéré	1- Nombre de jeunes bacheliers ayant bénéficiés d'une bourse octroyée 2- Nombre de structure d'accueil construites		Dynamisme de l'exécutif communal ; Dynamisme de l'élite de la localité	
Résultats attendus de la stratégie : 1- 01 bourse communale est créée ; 2- 25 bourses d'études sont octroyées par an ; 3- 02 structures d'accueil sont créés	3- Nombre de jeunes bacheliers ayant bénéficiés d'une bourse octroyée 4- Nombre de structure d'accueil construites		Dynamisme de l'exécutif communal ; Dynamisme de l'élite de la localité	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Dotation des bourses aux jeunes bacheliers 2. Construction de 02 structures d'accueils d'étudiants locaux dans les universités de Maroua et Ngaoundéré		Libellés		Montants
		Total Investissement		200 000 000
		Total fonctionnement		10 000 000
		Imprévus		20 000 000
		Total estimatif		230 000 000

Secteur 11 : SANTE PUBLIQUE

Problème : DIFFICULTES D'ACCES AUX SOINS DE SANTE DE QUALITE ET VULNARABILITE DES POPULATIONS AU VIH-SIDA

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer l'offre de service de santé	% de la population ayant un accès facile aux services de santé	-Le registre des centres de santé	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques	% de la population ayant un accès facile aux services de santé	-Le registre des centres de santé	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Equiper les 03 centres de santé existants 2- Recruter au moins 5 personnes techniques et qualifiés par centres de santé 3- Faciliter l'acquisition des médicaments aux 03 centres de santé existants 4- Réhabiliter 2 blocs de 4 salles au Centre Médical d'arrondissement de Kalfou 5- Construire les 03 nouveaux centres de santé créés (Lokoro, Thiou, Zaria) 6- Informer 100% des populations sur les méthodes de lutte contre les IST/VIH/SIDA 7- Réhabiliter les Comités locaux de lutte contre le VIH-SIDA ; 8- Acquérir 03 groupes électrogènes pour les centres de santé de Kalfou, Bougaye et Gobio	1. nombre et type d'équipement acquis par centre 2. nombre de personne qualifié recruté 3. quantité et qualité de médicaments acquis ; 4. nombre de nouveaux centres de santé crée et construits 5. nombre de personnes sensibilisés et informées sur les méthodes de lutte contre IST/VIH/SIDA 6. Présence du groupe électrogène	1- Les factures des équipements acquis 2- Les contrats du personnel recruté 3- La présence des médicaments en pharmacie 4- La présence effective des bâtiments 5-Les PV des réunions de sensibilisation 6-Facture d'achat du groupe	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Les 03 centres de santé existants sont équipés (électrification, literie, armoires, etc.) ; 2- 05 personnels compétents sont recrutés dans les 3 centres de santé ; 3- Le CMA est régulièrement approvisionné en médicaments d'urgence ; 4- Deux nouveaux centres de santé sont créés ; 5- 100% de la population est informée sur le mode de transmission du VIH SIDA ; 6- Les CLLS sont réhabilités ; 7- 03 groupes électrogènes sont acquis. 8- Les populations adoptent le planning familial	1. nombre et type d'équipement acquis par centre 2. nombre de personne qualifié recruté 3. quantité et qualité de médicaments acquis ; 4. nombre de nouveaux centres de santé crée et construits 5. nombre de personnes sensibilisés et informées sur les méthodes de lutte contre IST/VIH/SIDA 6. Présence du groupe électrogène 7. le nombre de naissance par ménage	1- Les factures des équipements acquis 2- Les contrats du personnel recruté 3- La présence des médicaments en pharmacie 4- La présence effective des bâtiments 5-Les PV des réunions de sensibilisation 6-Facture d'achat du groupe	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1 Equipement des centres médicaux existants en matériel médical (Kalfou, Bougaye et Gobio)	2. Equipement d'un Kit pharmaceutique dans les CSI de Gobio et Bougaye ;	Libellés		Montants

<p>1.2 Réhabilitation de 02 forages à Gobio et Kalfou 1.3 Acquisition d'une ambulance au CMA de Kalfou 1. Recrutement de 01 médecin et 01 infirmier d'état au , 02 aides soignants au CMA de Kalfou, 01 infirmier diplômé d'état , 02 aides soignants et 01 laborantin à Bougaye ; 01 infirmiers diplômés d'état, 02 aides soignants et 01 laborantin à Gobio</p>	<p>3. Construction de 03 centres de santé à Lokoro, Thiou et Zaria 4. Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action communal sur les IST/VIH/SIDA (Communication, sensibilisation, dépistage, prise en charge) 5. Equiper chaque centre de santé d'un groupe électrogène 6. Formation des agents sanitaires de planning familial</p>		
		Total Investissement	250 000 000
		Total fonctionnement	60 000 000
		Imprévus	25 000 000
		Total estimatif	335 000 000

Secteur 12 : EAU ET ENERGIE

Problème : DIFFICULTES D'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ENERGIE ELECTRIQUE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer le cadre de vie socio communautaire	% des ménages ayant accès à l'électrification % des ménages ayant accès à l'eau potable	Présence des compteurs électriques dans les ménages Proximité des points d'eau potable	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques 1- Développer l'infrastructure énergétique 2- Faciliter l'accès à l'eau potable	% des ménages de la ville communale ayant accès à l'électrification % des ménages ayant accès à l'eau potable	Présence des compteurs électriques dans les ménages Proximité des points d'eau potable	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Etendre le réseau électrique 2- Relancer le projet d'adduction d'eau potable de Kalfou 3- Construire et ou réhabiliter des forages et des puits dans les villages 4- Doter chaque forage d'un comité de gestion	- Le nombre de nouveaux abonnés - Le document projet - Le Nombre de puits réhabilités - Le nombre de forage créés et/ou réhabilités	Appels d'offres PV de réception des marchés réalisés (puits modernes, forages et sources)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Le réseau électrique est étendu dans tous les quartiers urbain et dans les villages ; 2- Le projet d'adduction d'eau est relancé 3- Des forages et des puits réhabilités dans les villages 4- Les comités de gestion des points d'eau sont fonctionnel	- Le nombre de nouveaux abonnés - Le document projet - Le Nombre de puits réhabilités - Le nombre de forage créés et/ou réhabilités - Le nombre de comité de gestion créé	Appels d'offres PV de réception des marchés réalisés (puits modernes, forages et sources) Les comités de gestion	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales				
		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
1- Organiser des campagnes de connexion énergétique domestique de masse 2- Rédiger le document projet pour l'adduction d'eau potable dans la Commune 3- Réhabilitation de 04 forages respectivement à Baga, Goulourgou, Gobio, Kalfou 4- Construction de 32 forages conformément aux besoins des villages respectivement en rapport avec la population 5- Construction de 12 puits d'eau selon les besoin exprimés dans les villages 6- Création des comités de gestion des points d'eau potable 7- Formation des comités de gestion locaux à la petite comptabilité.		Total Investissement	750 000 000	
		Total fonctionnement	150 000 000	
		Imprévus	75 000 000	
		Total estimatif	975 000 000	

Secteur 13 : TRAVAUX PUBLICS

Problème : ENCLAVEMENT DE LA COMMUNE

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Développer les infrastructures de Communication de base	% des routes entretenues	Pose des buses Création des voies d'irrigation des eaux	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Désenclaver la Commune	% des routes entretenues	Pose des buses Création des voies d'irrigation des eaux	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Entretien régulier des routes communales 2- Limiter les accidents de la route 3- Signaler les zones critiques (Carrefour, école, etc)	- Nombre de Km de routes entretenues - Pose des buses et réhabilitation des ponceaux	Praticabilité de la route en toute saison	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : Les routes communales sont praticables en toute saison Les accidents de la route sont limités Les zones critiques sur la nationale N°12 sont signalées	- Nombre de Km de routes entretenues - Pose des buses et réhabilitation des ponceaux - La présence des dos d'âne	Praticabilité de la route en toute saison	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Entretien régulier des grands axes communaux 2- Pose des dos d'âne au niveau de l'école publique de kalfou 3- Pose des panneaux de signalisation avant et après l'école publique et le Lycée. 4- Redynamisation des barrières de pluies		Libellés	Montants	
		Total Investissement	350 000 000	
		Total fonctionnement	125 000 000	
		Imprévus	35 000 000	
		Total estimatif	490 000 000	

Secteur 14 : **AFFAIRES SOCIALES**

Problème : **FAIBLE PRISE EN CHARGES DES PERSONNES VULNERABLES**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Renforcement de la prise en charge et l'encadrement des personnes vulnérables	- % de nécessiteux encadrés et pris en charges	Le niveau de prise en charge des nécessiteux	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Prendre en charge les couches vulnérables et défavorisées	% de nécessiteux encadrés et pris en charge	Le nombre de nécessiteux pris en charge par la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Recruter 02 encadreurs sociaux 2- Construire et équiper un centre social communal 3- Aider 100% des nécessiteux et personnes vulnérables	1. Nombre d'encadreurs sociaux affecté 2. Un Centre social est construit 3. Nombre de nécessiteux encadré	Contrat de travail, présence effective d'un centre social et la liste des nécessiteux encadrés	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- 02 encadreurs sociaux recrutés 2- 01 centre social construit et équipé par la Commune 3- 100% des nécessiteux, personnes marginalisées et vulnérables sont pris en charge	1. Nombre d'encadreurs sociaux affecté 2. Un Centre social est construit 3. Nombre de nécessiteux encadré 4. Appels d'offres 5. Quantité et qualité de l'aide (financière, subsistance, appareillage et médicale) octroyée	Contrat de travail, présence effective d'un centre social et la liste des nécessiteux encadrés	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Recrutement de 2 encadreurs sociaux 2. Construction et équipement d'un centre social 3. Dotation des aides aux nécessiteux (tricycles, paires de béquilles, lunettes et cannes blanche)		Libellés	Montants	
		Total Investissement	336 870 000	
		Total fonctionnement	100 000 000	
		Imprévus	33 687 000	
		Total estimatif	470 557 000	

Secteur 15 : **PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**

Problème : **FAIBLE EPANOUISSEMENT DES FEMMES ET DE LA FAMILLE**

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer la situation socio économique et politique de la femme	- % de femmes et d'enfants intégrés dans les prises de décision familiale	Le nombre de femmes et jeunes aux différentes réunions	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques 1- Renforcer les capacités économiques des femmes 2- Renforcer les capacités des femmes à participer au processus de prise de décision ; 3- Contribuer à l'épanouissement social de la femme	- % de femmes et d'enfants intégrés dans les prises de décision familiale	Le nombre de femmes et jeunes aux différentes réunions	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Créer et construire un Centre de promotion de la femme à Kalfou 2- Promouvoir le dialogue familial 3- Œuvrer pour la sécurisation de la vie en couple 4- Augmenter le taux de scolarisation des jeunes filles	1. Le centre de promotion de la femme fonctionne 2. Nombre de causeries éducatives organisées 3. Taux de scolarisation des jeunes filles	1- Présence d'un moniteur et ordinateur dans le centre 2- Rapport de réunion 3- Nombre de fille scolarisée	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1. Le centre de promotion de la femme est fonctionnel 2. Le dialogue familial est promu à 100% 3. La vie en couple est sécurisée par l'établissement des actes de mariage et les actes de naissances des enfants sont établis 4. La scolarisation des jeunes filles est encouragée et soutenue 5. Les traditions ont évoluées et les femmes sont de plus en plus considérées	1. Le centre de promotion de la femme fonctionne 2. Nombre de causeries éducatives organisées 3. Taux de scolarisation des jeunes filles 4. La baisse des mariages précoces et forcées	1- Présence d'un moniteur et ordinateur dans le centre 2- Rapport de réunion 3- Nombre de fille scolarisée	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Création et construction du centre de promotion de la femme à Kalfou 2. Formation des femmes à la vie entrepreneuriale et à la gestion 3. Organisation des causeries éducatives sur le planning familial ; l'établissement des actes de mariage, les actes de naissance des enfants 4. Dotation des bourses aux jeunes filles 5. Célébration des mariages communs par la Mairie 6. Organisation de s ateliers de réflexion sur la question de la tradition à l'égard des femmes 		Libellés	Montants	
		Total Investissement	128 220 000	
		Total fonctionnement	50 000 000	
		Imprévus	12 822 000	
		Total estimatif	191 046 000	

Secteur 16 : JEUNESSE

Problème : DIFFICULTES D'EPANOUISSEMENT DES JEUNES

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir l'épanouissement des jeunes	Le nombre de jeunes encadrés	Le nombre de jeunes formés	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques - Faciliter l'insertion des jeunes - Promouvoir les activités récréatives logiques et de loisirs - Promouvoir l'éducation permanente - Faciliter le regroupement associatif	% de jeunes formés et insérés économiquement	PV de séance de formation, liste de présence	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Construire un centre d'encadrement des jeunes 2- Mobiliser au moins 80% des jeunes autour des activités génératrices de revenus 3- Faciliter l'accès d'au moins 75% des jeunes de la commune au financement 4- Recruter au moins 02 encadreurs de jeunes, 5- Initier les jeunes aux mécanismes administratifs	1. Un centre d'encadrement des jeunes est construit 2. Le nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation en AGR 3. Le nombre de jeunes ayant monté des requêtes de financement pour leur microprojet 4. Le nombre d'encadreurs sociaux recruté	1- Présence du bâtiment 2- PV et fiche de présence 3- Nombre de microprojets 4- Contrat de travail	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1. Un centre communal d'encadrement des jeunes est construit et équipé 2. 80% des jeunes sont mobilisés autour des AGR 3. 75% des jeunes ont accès aux financements 4. 02 encadreurs de jeunes sont recrutés 5. Des jeunes effectuent des stages de vacances	1- Un centre d'encadrement des jeunes est construit 2- Le nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation en AGR 3- Le nombre de jeunes ayant monté des requêtes de financement pour leur microprojet 4- Le nombre d'encadreurs sociaux recruté	1- Présence du bâtiment 2- PV et fiche de présence 3- Nombre de microprojets 4- Contrat de travail	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés		Montants
1. Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes à Kalfou 2. Mobilisation, formation et financement des jeunes dans les AGR 3. Formation des jeunes au montage des requêtes de financement de leur microprojet 4. Recrutement de 04 encadreurs de jeunesse 5. Organisation des stages de vacances pour jeunes à la Commune		Total Investissement		151 200 000
		Total fonctionnement		50 000 000
		Imprévus		15 120 000
		Total estimatif		216 320 000

Secteur 17 : **SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE**

Problème : **FAIBLE NIVEAU DE PRATIQUE DES ACTIVITES SPORTIVES**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir la pratique des activités sportives	- % de la population ayant la facilité à pratiquer une activité sportive	Présence des infrastructures sportives équipées	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs stratégiques Faciliter le développement du sport et de l'éducation physique	- % de la population ayant la facilité à pratiquer une activité sportive	Présence des infrastructures sportives équipées	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Créer et équiper un complexe sportif communal 2- Organiser 03compétitions sportives par an 3- Recruter 01 moniteur de sport	1- Nombre d'infrastructures sportives créées et/ou aménagée ; 2- Nombre de compétition sportive organisée 3- Nombre de moniteurs affectés	Présence des infrastructures sportives équipées et contrat du moniteur recruté	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1- 01 complexe sportif communal créé 2- 03 compétitions multidisciplinaires et/ou interscolaires organisées par an 3- 01 moniteur de sport recruté	1- Nombre d'infrastructures sportives créées et/ou aménagée ; 2- Nombre de compétition sportive organisée 3- Nombre de moniteurs affectés	Présence des infrastructures sportives équipées et contrat du moniteur recruté	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1. Construction d'un complexe sportif communal avec terrain de football, handball, volley bal, basketball à Kalfou centre 1.2. Aménagement des infrastructures sportives dans tous les villages 2. Organisation des compétitions sportives au sein de la Commune (Interscolaire, inter villages, championnat de vacance, lutte) 3. Affectation de cadres d'EPS dans les établissements scolaires, 01 moniteur chargé du sport des jeunes dans la commune 4. Créer un club de lutte traditionnelle communal		Libellés	Montants	
		Total Investissement	252 000 000	
		Total fonctionnement	60 000 000	
		Imprévus	25 200 000	
		Total estimatif	337 200 000	

Secteur 18 : TRANSPORTS

Problème : DIFFICULTES DE TRANSPORT DES BIENS ET DES PERSONNES

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Améliorer le transport des biens et des personnes	- Le Fichier des transporteurs de moto taxi et interurbain est établi - nombre de motos taximen formé	- Gare routière créée - liste des transporteurs urbains et inter urbains	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Développer les infrastructures de communication intra et inter communales			Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Créer une gare routière aménagée 2- Organiser le transport des motos taxi et des véhicules de transport de marchandises en transit dans la commune 3- Poser des plaques de signalisation sur les routes communales	1. nombre de motos taximan enregistré 2. nombre de formations initiées 3. nombre de plaques de signalisation verticale et horizontale	- Liste des transporteurs urbains et inter urbains par moto et par car - présence des plaques de signalisation	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- une gare routière créée et aménagée 2- Le transport des moto organisé 3- Les plaques de signalisation sont posées	1. nombre de motos taximan enregistré 2. nombre de formations initiées 3. nombre de plaques de signalisation verticale et horizontale	-Liste des transporteurs urbains et inter urbains par moto et par car Présence des plaques des plaques de signalisation	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
		Total Investissement	220 000 000	
		Total fonctionnement	5 000 000	
		Imprévus	22 000 000	
		Total estimatif	247 000 000	
1. Création de la gare routière 1.1 Elaboration du fichier des motos taximen de la commune 1.2 Formation des motos taximan et dotation de 25 permis de conduire	1.3 Achat de 02 véhicules de transport communaux 2. Fabrication et installation des plaques de signalisation verticale et horizontale			

Secteur 19 : **EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Problème : **CHOMAGE DES JEUNES**

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Faciliter l'insertion socio professionnelle dans la Commune	1- Nombre de jeunes insérés dans les activités socio-économiques 2- Nombre de jeunes formés professionnellement	PV et rapport de formation, liste de présence	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Lutter contre le Chômage	1- Nombre de jeune inséré dans les activités socio-économiques 2- Nombre de jeunes formés professionnellement	PV et rapport de formation, liste de présence	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Stimuler la formation professionnelle d'au moins 50 jeunes /an dans un métier d'avenir 2- Construire un centre professionnel d'encadrement des jeunes 3- Stimuler l'esprit entrepreneurial local auprès de 100 jeunes 4- Encadrer les acteurs des petits métiers	1. taux de jeunes formés 2. un centre de formation professionnelle est construit 3. Nombre de projet initié par les jeunes 4. Nombre de jeunes acteurs de petits métiers accompagnés	PV et rapport de formation, liste de présence, nombre de projet monté, décret créant la SAR	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- La formation professionnelle est stimulée chez au moins 50 jeunes par an 2- Un centre de formation professionnel est créé 3- 100 jeunes sont formés à l'entrepreneuriat local 4- Des acteurs des petits métiers encadrés	1. taux de jeunes formés 2. un centre de formation professionnelle est construit 3. Nombre de projet initié par les jeunes 4. Nombre de jeunes acteurs de petits métiers accompagnés	PV et rapport de formation, liste de présence, nombre de projet monté, décret créant la SAR	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales				
1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur les formations professionnelles 2. Construction du centre de formation professionnelle à Kalfou 3. Organisation des formations professionnelles	Cadre estimatif des coûts			
	Libellés			Montants
	Total Investissement			50 000 000
	Total fonctionnement			10 000 000
	Imprévus			5 000 000
Total estimatif			65 000 000	

Secteur 20 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Problème : FAIBLE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCAL

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Développer l'économie local	- % de PME créé dans la commune - Création des centres de transformation agro-alimentaire(Moulins)	- Certificat du PME - Les produits agro-alimentaires sont transformés localement	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Promouvoir la création des PME	- % de PME créé dans la communauté - Création des centres de transformation agro-alimentaire(Moulins)	- Certificat du PME - Les produits agro-alimentaires sont transformés localement	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Promouvoir le secteur des PME 2- Encadrer au moins 50 artisans par an dans la Commune 3- Organiser une foire annuelle artisanale 4- Identifier et Accompagner 02 PME par village	1. nombre de personnes sensibilisé sur les PME 2. nombre d'artisans à encadrer 3. nombre de foires artisanales organisées 4. nombre de personnes accompagnées dans l'élaboration des PME et à la recherche des financements	- rapport des réunions - nombre de PME créé - machine de transformation	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune L'extension du réseau électrique	
Résultats attendus de la stratégie : 1. Les PME sont promues 2. 50 artisans sont encadrés par an 3. Une foire artisanale est organisée annuellement 4. 02 PME sont identifiées et accompagnées par village	1. nombre de personnes sensibilisé sur les PME 2. nombre d'artisans à encadrer 3. nombre de foires artisanales organisées 4. nombre de personnes accompagnées dans l'élaboration des PME et à la recherche des financements	- rapport des réunions - nombre de PME créé - machine de transformation	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Organisation de 02 campagnes de promotion des PME par an à Kalfou 2. Encadrement de 50 artisans par an 3. Organisation d'une foire annuelle des artisans 4. Accompagnement de 50 personnes par an à l'élaboration des PME et à la recherche des financements		Libellés	Montants	
		Total Investissement	60 000 000	
		Total fonctionnement	10 000 000	
		Imprévus	6 000 000	
		Total estimatif	76 000 000	

Secteur 21 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Problème : ABSENCE DES ACTIVITES LIEES A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Développer les activités de recherches scientifiques	Résultat des activités de recherche		Volonté politique Dynamisme de l'exécutif communal Dynamisme des élites	
Objectifs stratégiques Promouvoir les activités de recherche dans les domaines agricole, pastorale, médicale.	Résultat des activités de recherche		Volonté politique Dynamisme de l'exécutif communal Dynamisme des élites	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Elaborer un protocole de recherche dans la commune 2- Prospector les possibilités de recherche	Résultat des activités de recherche Rapport de la prospection		Volonté politique Dynamisme de l'exécutif communal Dynamisme des élites	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Un protocole de recherche est élaboré 2- Une prospection des possibilités de recherche est faite	Résultat des activités de recherche Rapport de la prospection			
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Elaboration d'un protocole de recherche scientifique dans la Commune 2- Lancement des activités de recherche		Libellés		Montants
		Total Investissement		30 000 000
		Total fonctionnement		3 000 000
		Imprévus		3 000 000
		Total estimatif		36 000 000

Secteur 22 : **TOURISME**

Problème : **DIFFICULTES A DEVELOPPER LE SECTEUR TOURISTIQUE**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir les activités touristiques	- % de site aménagé - Construction des centres d'accueil touristique	- les travaux d'aménagement - bâtiments construits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques 1- Répertorier et valoriser les potentialités touristiques 2- Améliorer la capacité d'accueil de la commune	- % de site aménagé - Construction des centres d'accueil touristique	- les travaux d'aménagement - bâtiments construits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Construire 01 complexe d'accueil touristique (restaurant, auberge etc.) 2- Promouvoir l'écotourisme	1. L'existence du centre d'accueil touristique construit 2. Nombre de sites aménagés	- les travaux d'aménagement - bâtiments construits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Un complexe touristique construit et équipé à Kalfou 2- L'écotourisme promu dans la région	1. L'existence du centre d'accueil touristique construit	- les travaux d'aménagement - bâtiments construits	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Construction du complexe d'accueil touristique de Kalfou 2- Elaboration d'un protocole de visites touristique dans l'aire protégée de la Commune.		Libellés		Montants
		Total Investissement		75 000 000
		Total fonctionnement		40 000 000
		Imprévus		7 500 000
		Total estimatif		122 500 000

Secteur 23 : **CULTURE**

Problème : **SOUS VALORISATION DE LA CULTURE TRADITIONNELLE LOCALE**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promouvoir la culture traditionnelle locale	- % d'artisans regroupés et accompagnés - Nombre de danses traditionnelles organisés - L'existence du Foyer communautaire	- Niveau d'organisation des artisans - Etat des bâtiments	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Promouvoir les identités culturelles locales	- % d'artisans regroupés et accompagnés - Nombre de danses traditionnelles organisés - L'existence du Foyer communautaire	- Niveau d'organisation des artisans - Etat des bâtiments	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Organiser une foire culturelle par semestre 2- Construire 01 foyer communautaire à Kalfou 3- Créer et construire un musée à Kalfou 4- Organiser, regrouper et accompagner les artisans locaux 5- Répertoire les danses traditionnelles locales	1.nombre d'artisans mobilisés et accompagnés 2.nombre de foires culturelles organisées 3.nombre de foyers communautaire construit 4.le musée est crée	- Niveau d'organisation des artisans - Etat des bâtiments	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Une foire culturelle semestrielle organisée chaque année 2- 01 foyer communautaire créé 3- 01 musée d'art traditionnel créé 4- 50 artistes locaux sont accompagnés 5- Les danses traditionnelles sont répertoriées	1. nombre d'artisans mobilisés et accompagnés 2.nombre de foires culturelles organisées 3.nombre de foyers communautaire construit 4.le musée est crée	- Niveau d'organisation des artisans - Etat des bâtiments	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Organisation d'une foire culturelle semestrielle 2- Construction et équipement d'un foyer communautaire à Kalfou 3- Création du musée d'art de kalfou 4- Accompagnement des artisans locaux 5- Création du répertoire des danses et langues locales de la Commune		Libellés	Montants	
		Total Investissement	50 000 000	
		Total fonctionnement	5 000 000	
		Imprévus	5 000 000	
		Total estimatif	60 000 000	

Secteur 24 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Problème : INEXPLOITATION DU SECTEUR MINIER

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Promotion du développement du secteur minier de la Commune	- % de personnes bénéficiant des retombés du secteur minier	Nombre de personnes impliquées dans le secteur	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Renforcer le pouvoir économique de la Commune	- % de personnes bénéficiant des retombés du secteur minier	Nombre de personnes impliquées dans le secteur	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie Explorer le sous sol communal (argile, Kaolin, sable, etc)	1. Rapport d'évaluation du potentiel minier de la Commune 2. Appel d'offres	Structuration du secteur et quantité de kaolin, d'argile et de sables exploités	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : Le potentiel minier du sous sol de la commune est connu	1. Rapport d'évaluation du potentiel minier de la Commune 2. Appel d'offres	Structuration du secteur et quantité de kaolin, d'argile et de sables exploités	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
Réalisation d'une étude exploratoire du potentiel minier dans la Commune		Libellés	Montants	
		Total Investissement	10 000 000	
		Total fonctionnement	2 500 000	
		Imprévus	1 000 000	
		Total estimatif	13 500 000	

Secteur 25 : **COMMERCE**

Problème : **FAIBLE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES MARCHANDES**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Développer les infrastructures marchandes	- Nombre de marché périodique organisé - Marché de Kalfou est agrandi -Marché de Bougaye construit	- Existence et effectivité des marchés périodiques	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs stratégiques Faciliter les activités commerciales	- Nombre de marché périodique organisé - Marché de Kalfou est agrandi - Marché de Bougaye construit	- Existence et effectivité des marchés périodiques - Existence de nouveaux bâtiments au marché de Kalfou	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Organiser les marchés périodiques de la commune 2- Redynamiser et agrandir le marché de Kalfou ville 3- Construire le Marché de Bougaye	- Nombre de marché périodique organisé - Marché de Kalfou est agrandi - Marché de Bougaye construit	- Existence et effectivité des marchés périodiques - Existence de nouveaux bâtiments au marché de Kalfou	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Résultats attendus de la stratégie : - 75% des marchés périodiques de la commune sont organisés - 02 nouveaux hangars sont construits au Marché de Kalfou - 10 boutiques sont construites au marché de kalfou - 02 hangars sont construits au Marché de Bougaye	- Nombre de marché périodique organisé - Marché de Kalfou est agrandi - Nombre de boutiques construites ; - Nombre de latrines construites	-Existence et effectivité des marchés périodiques -Existence de nouveaux bâtiments au marché de Kalfou	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
		Total Investissement	30 000 000	
		Total fonctionnement	10 500 000	
		Imprévus	3 000 000	
		Total estimatif	43 500 000	
1- Organisation des marchés périodiques de la commune 2- Construction de 02 hangars au marché de kalfou 3- Construction de 10 boutiques au Marché de kalfou 4- Construction de 02 hangars au marché de Bougaye 5- Construction d'un bloc latrines au marché de Bougaye				

Secteur 26 : **POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Problème : **DIFFICULTES D'ACCES AUX TELECOMMUNICATIONS ET AUX SERVICES POSTAUX**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Faciliter l'accès des populations à l'information et aux services postaux				
Objectifs stratégiques Rapprocher les populations des services postaux	Au moins 50 comptes d'épargne sont ouverts	Livres de compte de la poste		
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Démarrer les activités du point d'accès numérique 2- Améliorer la couverture de la localité en signal radio et TV 3- Vulgariser les activités du service postal	01 personnel permanent formé à la maintenance des équipements du point d'accès numérique	Certificat de fin de formation	Inauguration du point d'accès numérique	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Le point d'accès numérique est fonctionnel 2- Les signaux radio et TV sont améliorés 3- Les activités du service postal sont vulgarisées	1- Au moins 25 jeunes fréquentent le point d'accès numérique par semaine 2- Le nombre de campagne de sensibilisation	Registre d'entrée	Inauguration du point d'accès numérique	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Inauguration et ouverture au public du point d'accès numérique 2- Formation du personnel permanent et de maintenance du point d'accès numérique 3- Formation des jeunes à l'utilisation des TIC 4- Information et sensibilisation sur les services postaux		Libellés	Montants	
		Total Investissement	45 000 000	
		Total fonctionnement	15 000 000	
		Imprévus	4 500 000	
		Total estimatif	64 500 000	

Secteur 27 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Problème : FAIBLE DEVELOPPEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Hierarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Assurer la sécurité sociale aux employés dans la Commune	Les campagnes de sensibilisation et d'information	Le rapport des campagnes de sensibilisation	Le dynamisme de l'exécutif communal	
Objectifs stratégiques Faciliter l'accès des travailleurs à la sécurité sociale	Les campagnes de sensibilisation et d'information	Le rapport des campagnes de sensibilisation	Le dynamisme de l'exécutif communal	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Rapprocher les populations des services de la sécurité sociale 2- Communiquer sur la nécessité d'assurer les employés de la Commune	Les campagnes de sensibilisation et d'information	Le rapport des campagnes de sensibilisation	Le dynamisme de l'exécutif communal	
Résultats attendus de la stratégie : - 01 guichet périodique de la CNPS est créé à Kalfou - Les employeurs et les employés sont informés sur la nécessité de la sécurité sociale	- L'appel d'offres - Les travaux de construction du guichet	Le rapport des campagnes de sensibilisation	Le dynamisme de l'exécutif communal	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Organisation d'une campagne de sensibilisation et d'information sur la nécessité de la sécurité sociale 2- Construction et équipement d'un guichet périodique de la CNPS		Libellés	Montants	
		Total Investissement	30 000 000	
		Total fonctionnement	2 000 000	
		Imprévus	3 000 000	
		Total estimatif	35 000 000	

Secteur 28 : **COMMUNICATION**

Problème : **Difficultés à s'informer et à communiquer**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure : Faciliter l'accès des populations à l'information	Au moins 01antennes de relais sont implantées		Convention Mairie- Services compétents	
Objectifs stratégiques Faciliter l'accès des populations à l'information	Au moins 03 quotidiens, 05 hebdo, 05 mensuels, etc. sont livrés chaque semaine au kiosque à journaux		Bordereau de livraison ; Contrats d'abonnement de la Mairie	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Planter des antennes de relais des signaux TV et radio dans la Commune 2- Ouvrir un kiosque à journaux et magasin à Kalfou	Au moins 01antennes de relais sont implantées		Convention Mairie- Services compétents	
Résultats attendus de la stratégie : 1- Une antenne relais des signaux TV et radio est implanté dans la commune 2- Un kiosque à journaux est opérationnel à Kalfou	Au moins 03 quotidiens, 05 hebdo, 05 mensuels, etc. sont livrés chaque semaine au kiosque à journaux		Bordereau de livraison ; Contrats d'abonnement de la Mairie	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1- Lancement de la demande d'implantation d'une antenne relais aux autorités compétentes 2- Construction, équipement et ouverture au public d'un kiosque à journaux à Kalfou		Libellés	Montants	
		Total Investissement	10 000 000	
		Total fonctionnement	2 000 000	
		Imprévus	1 000 000	
		Total estimatif	13 000 000	

INSTITUTION COMMUNALE

Problème : **DIFFICULTES D'OPERATIONNALISATION DE L'INSTITUTION COMMUNALE**

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieur Rendre plus opérationnel l'institution communale				
Objectifs stratégiques Assurer la mise œuvre du PCD de Kalfou	1- Renforcement des capacités du comité de suivi du PCD	- Rapport des activités de formation	- Dynamisme de l'exécutif communal - Participation active des élites et des populations	
Objectifs spécifiques de la stratégie 1- Construire un hôtel de ville à Kalfou 2- Equiper l'hôtel de ville 3- Recruter un personnel adéquat et compétent 4- Renforcer les capacités du personnel de la commune et accroître le rendement de la Commune 5- Améliorer les recettes propres de la commune 6- Construire 02 blocs latrines dans la Commune 7- Construire un Forage pour la commune 8- Equiper la Commune d'un véhicule de liaison 9- Renforcer le réseau de relations de la commune	1- Appels d'offres 2- Contrat de prestation de services 3- Contrat de travail 4- Thèmes de formation 5- Publication d'un appel à candidature 6- Niveaux des recettes propres de la Commune 7- Facture des équipements 8- Convention de partenariat	1- Nombre de contribuables 2- Comptes de gestion et comptes administratifs 3- Nombre de correspondances administratives 4- Rapports des séances de formation	- Disponibilité des fonds - Bonne collaboration avec les autorités traditionnelles et les populations - Dynamisme du comité de suivi des activités du PCD	
Résultats attendus de la stratégie : 1- L'hôtel de ville de kalfou s construit 2- L'hôtel de ville est équipé en mobilier divers 3- Un personnel adéquat et compétent est recruté 4- Les capacités du personnel de la Commune sont renforcées et le rendement est effectif 5- Les recettes propres de la Mairie ont accrues 6- 02 blocs latrines sont construits 7- 01 forage construit à l'hôtel de ville 8- 01 véhicule de liaison acquis par la Commune 9- Le réseau de relation de la Commune est renforcé	1- Appels d'offres 2- Contrat de prestation de services 3- Contrat de travail 4- Thèmes de formation 5- Publication d'un appel à candidature 6- Niveaux des recettes propres de la Commune 7- Facture des équipements 8- Convention de partenariat	1- Nombre de contribuables 2- Comptes de gestion et comptes administratifs 3- Nombre de correspondances administratives 4- Rapports des séances de formation	- Dynamisme de l'exécutif communal - Participation active des élites et des populations - Dynamisme du comité de suivi des activités du PCD	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
		Libellés	Montants	
1- Construction et équipement d'un hôtel de ville 2- Equipement de l'hôtel de ville 3- Recrutement du personnel qualifié 4- Organisation d'un atelier de renforcement des capacités du personnel	5- Construction des toilettes, d'un forage pour la Commune 6- Lancement d'un appel d'offre d'acquisition du véhicule de liaison 7- Engager des relations de coopération avec les autres communes, le FEICOM, le PDR, etc.	Total Investissement	450 000 000	
		Total fonctionnement	150 000 000	
		Imprévus	45 000 000	
		Total estimatif	645 000 000	

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 18.

N°	SECTEUR	COÛT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	750000000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	430000000
3	SANTE PUBLIQUE	60450000
4	EDUCATION DE BASE	260000000
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	289609000
6	TRAVAUX PUBLICS	161000000
7	JEUNESSE	11300000
8	ENERGIE ET EAU	487280000
9	AFFAIRES SOCIALES	604300000
10	FEMME ET FAMILLE	230000000
11	CULTURE	335000000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	975000000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	490000000
14	TOURISME	470000000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	191046000
16	COMMERCE	216320000
17	TRANSPORT	337200000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION	247000000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	65000000
20	FORET ET FAUNE	76000000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	36000000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	122500000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	60000000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	13500000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	43500000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	64500000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	35000000
28	COMMUNICATION	13000000
COÛT ESTIMATIF TOTAL		7 074 505 000

Soit Sept milliard soixante quatorze millions cinq cent cinq mille francs CFA



Photo 07 : Les participants à l'atelier de planification communale

6. PROGRAMMATION

6.1.1. Ressources mobilisables et échéances

Tableau n°19

Source	Nature	Montant	Année	Secteur	Observation
FEICOM	Prêt	97 800 000	2012	Construction Hôtel de ville	
PDR	Subvention	16 000 000	2012	Education de base	
HEIFER	Subvention	16 000 000	2012	Eau	
PNDP	Subvention	100 000 000	2012	Eau, Santé, Education de base, Enseignements secondaires	
PLAN CAMEROON	Don	400 000	2012	Santé	
ETAT	BIP	103 450 000	2012	Education de base, enseignements secondaires, Elevage, Eau, Promotion de la femme et de la Famille	
COMMUNE	Ressources propres	19 000 000	2012	Education de base, santé, Eau	

6.2. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) (sur trois ans) : 2011-2012-2013

Tableau n°20

Projet	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
				2011	2012	2013	
Construction de l'hôtel de ville de Kalfou	97 200 000 4 860 000	FEICOM COMMUNE	Kalfou				FEICOM
Construction d'un bloc de 02 salles de classes	16 000 000 1 600 000	PDR COMMUNE	CETIC Kalfou				MINESEC
Construction de 02 forages	16 000 000 750 000	HEIFER COMMUNE	EP Wouro Soudi EP Thiou				MINEE
Réhabilitation de 06 forages	12 000 000 600 000	PNDP COMMUNE	EP Kalfou, CMA Kalfou, Lycée Kalfou, CSI Gobio, Goulourgou				MINEE
Construction d'un bloc de 02 salles de classes équipées	16 000 000 2 600 000	PNDP COMMUNE	EP Tchoura				MINEDUB
Acquisition de 1672 tables bancs pour 30 écoles	25 080 000 2 500 000	PNDP COMMUNE	Bougaye centre (180), Kaola (55), Koro-Koro (148), Gada-karal (145), Bletcheme (54), Djabewall-Ecole (114), Djiada (148), Zaria (244), Gobio (23), Djorguel (163), Louggol Haoussa (101), Kouro (134), Goulmoun (75), Baga (36), Daïba (92), Thiou (164),				MINEDUB

			Dangmiguiri (144), Lokoro (168), Goulourgou (57), Hamdallao (108), Danmay (89), Guinane centre (37), Golopo (97), Wouro Soudi (234), Tchoura (107), Kalfou (313), Kalfou FA (33), Kessewo (40), Guermé (40).				
Construction de 05 blocs latrines dans 05 écoles	10 000 000 1 000 000	PNDP COMMUNE	EP Lokoro, Djiada, Zaria, Dangmiguiri, Djabewall-Ecole				MINEDUB MINSANTE
Acquisition de 698 Tables bancs	10 470 000 1 047 000	PNDP COMMUNE	CETIC KALFOU (50), Lycée Bougaye (180), Lycéee Kalfou (300)				MINESEC
Acquisition de 02 groupes électrogènes	3 000 000 300 000	PNDP COMMUNE	CSI Bougaye CSI Gobio				MINSANTE
Construction de 03 forages	24 000 000 1 200 000	PNDP COMMUNE	Gadakaral Kotadio -Bouba Golopo Ecole				MINEE
Acquisition d'un kit santé pour la lutte contre le choléra	400 000 100 000	PLAN CAMEROON COMMUNE	CSI Gobio CSI Bougaye CMA Kalfou				MINSANTE
Paquet minimum	4 400 000	BIP	Ecoles Kalfou				MINEDUB
Construction du centre Communautaire	15 000 000	BIP	Kalfou				MINADT

Phase 1							
Construction de 02 salles de classes	16 000 000	BIP	Wouro Soudi				MINEDUB
Construction de 01 forage	8 000 000	BIP	Goulourgou				MINEE
Construction d'un bloc de 02 salles de classes	18 000 000	BIP	CETIC Kalfou				MINESEC
Construction d'une mare artificielle	40 000 000	BIP	Guinane				MINEPIA
Acquisition des tables bancs	1 800 000	BIP	Wouro Soudi				MINEDUB
Acquisition des bureaux de maîtres	250 000	BIP					MINEDUB
Construction de 08 puits à motricité humaine	40 535 000	COMMUNE	Louggol-Ngarsou ; Gaorang-Mousgoum ; plaiyouri ; Nenbagré-Lokoro ; dangmiguiri-Going ; Lalibouifargué ; Golong Beswé ; Louggol-Domayo				MINEE

6.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la commune de Kalfou, comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan sommaire de gestion environnementale et sociale.

6.3.1. Principaux impacts Environnementaux potentiels et les mesures d'atténuation envisageables

Tableau n°21

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts socio-environnementaux positifs possibles	Impacts socio-environnementaux négatifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation des impacts positifs	Mesures environnementales d'atténuation des impacts négatifs
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base - Diminution de la pression sociale -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Facilitation de l'accès aux soins; - Amélioration des conditions de fréquentation ; - Amélioration des conditions de vie des enseignants ; - Facilitation et amélioration des activités sportives ; - Amélioration des conditions de vie des populations - Facilitation de l'accès à la formation professionnelle - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Création d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/carrières de graviers ou de sable ; - Pertes des espèces ligneuses liées au dégagement du site ; -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Nombre et espèces d'arbres replantés ; - Superficie engazonnée - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt en respectant les pentes du terrain naturel ; -Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets hydrauliques : - Construction des puits modernes ; - Construction de forages - Aménagement des mares	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base - Diminution de la pression sociale -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Faciliter l'accès au service de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Perturbation de la qualité de l'eau ; - Pertes des espèces ligneuses liées au dégagement du site ; - pollution du point d'eau par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses -Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; -Mise en place des comités de gestion - sécuriser le point d'eau en le clôturant -Encourager les projets HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - clôture autour du point d'eau - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;

				<ul style="list-style-type: none"> - Former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage des routes communales ; - Construction de ponceaux ; - Extension du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques d'incendie ; -Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques de braconnage ; - Risques d'embourbements - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; -Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place des comités de gestion - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO Sensibilisation des populations Sensibilisation des populations Sensibilisation des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; Installation des pare feux ; - Installation des barrières de pluies - Nombre de locaux / non locaux recrutés - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) -Inclure la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations -Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
<p>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classement de la forêt communale - Création des forêts communautaires et des zones d'intérêts synergiques à gestion communautaire (ZICGC) - Exploitation des carrières de sable, d'argile et de kaolin 	<ul style="list-style-type: none"> - Conservation de la biodiversité ; - Diminution de la pression sur les ressources - Amélioration de la fertilité des sols, et éventuellement des rendements - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus ; - Amélioration de la gouvernance locale -Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale -Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; -Pertes des espèces ligneuses ; - Augmentation des coupes d'arbres - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Education environnementale des populations ; - Mettre en place les bonnes pratiques de gestion durable des terres et des forêts - Vulgariser les bonnes pratiques de gestion des terres - Education environnementale ; - Sensibilisation des - Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration de plan simples de gestion des ressources naturelles communautaires ou communales ; -Installation des pare-feu - Nombre de séance de sensibilisation - Activer le plan de recasement des populations déplacées (indemnisation) - Former et mettre en place les Comités de gestion : Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.

6.3.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme triennal, les acteurs, les coûts, les périodes et les indicateurs de suivi.

Tableau n°22

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	Juin 2011	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	200 000	C'est un coût indicatif
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	1 200 000	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	1 500 000	Coût estimatif
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	8 000 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale et des entrepreneurs)	Agent de développement	2011-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	Coût estimatif peut être revu
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	4 000 000	Coût à intégrer dans les microprojets

6.4. Plan d'investissement annuel (PIA) : 2012

Tableau n°23

Secteur	Activité	Taches	Produis/Indicateurs /Résultats	Lieux d'implantation	SOURCE DE FINANCEMENT					Partenaires
					Commune	FEICOM	PNDP	PDR	HEIFER	
EAU	Réhabilitation de 06 forages	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	EP Kalfou, CMA Kalfou, Lycée Kalfou, CSI Goulourgou	600 000		12 000 000			MINEE
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
		Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception							
	Construction de 03 forages	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	Gadakaral Kotadio -Bouba Golopo Ecole	1 200 000		24 000 000			
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
		Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception							
EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de 02 salles de classes équipées	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	EP Tchoura	2 600 000		16 000 000			MINEDUB
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
		Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception							
	Acquisition de 1672 tables bancs pour 30 écoles	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	Bougaye centre (180), Kaola (55), Koro-Koro (148), Gada-karal (145), Bletcheme (54), Djabewall-Ecole (114), Djiada (148), Zaria (244), Gobio (23), Djorguel (163), Louggol Haoussa (101), Kouro (134), Goulmoun (75), Baga (36), Daïba (92), Thiou (164), Dangmiguiri (144), Lokoro (168), Goulourgou (57), Hamdallao (108), Danmay (89), Guinane centre (37), Golopo (97), Wouro Soudi (234), Tchoura (107), Kalfou (313), Kalfou FA (33), Kessewo (40), Guermé (40).	2 500 000		25 080 000			
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
		Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception							

	Construction de 05 blocs latrines dans 05 écoles	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	EP Lokoro, Djiada, Zaria, Dangmiguiri, Djabewall-Ecole	1 000 000		10 000 000			MINEDUB
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
	Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception								
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Acquisition de 698 Tables bancs	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	CETIC KALFOU (50), Lycée Bougaye (180), Lycée Kalfou (300)	1 047 000		10 470 000			MINESEC
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
	Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception								
SANTÉ	Acquisition de 02 groupes électrogènes	Etude de faisabilité	Rapport d'étude	CSI Bougaye CSI Gobio	300 000		3 000 000			MINSANTE
		Mobilisation des ressources	Liste/état des ressources mobilisées							
		Passation du marché	PV de commission							
	Exécution, suivi et réception	- fiches de suivi - fiche de réception								
					9 247 000		100 550 000			

Montant total du PIA : 109 797 000 FCFA

Cent neuf millions sept cent quatre vingt dix sept mille

6.3.2 Plan de Passation des marchés du PIA 2012

Tableau n°24

ACTIVITES Etapas de procédure		Responsable	ESTIMATION DU CALENDRIER EN SEMAINE											
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Préparation dossier d'appels d'offres														
1	Collecte du dossier technique finalisé	Services communaux	■											
2	Constitution du dossier de d'appels d'offres	Services communaux	■	■										
3	Sélection des soumissionnaires à inviter	Maire		■										
Lancement de la procédure														
4	Envoi des lettres d'appels d'offres	Services communaux			■									
5	Affichage de l'avis d'appel d'offres	Services communaux			■									
6	Envoi pour publication au JMP	Services communaux			■									
Période de soumission														
7	Soumissions	Prestataires				■	■	■						
8	Convocation de la CPM à l'ouverture	Maire					■							
9	Invitation de la CRC-EN à l'ouverture	Maire					■							
Ouverture et évaluation des offres														
10	Séance d'ouverture publique des offres	CPM								■				
11	Evaluation des offres	CPM								■				
12	Procès verbal de la CPM	CPM								■				
Décision d'attribution														
13	Attribution	Maire								■				
Notifications														
14	Notification à l'ARMP et à la CRC-EN	Services communaux								■				
15	Notification à l'adjudicataire provisoire	Services communaux								■				
Signature de la lettre commande														
16	Soumission des documents administratifs complémentaires	Adjudicataire									■	■		
17	Examen du projet de contrat	CPM									■	■		
18	Signature de la lettre commande	Maire/Adjudicataire											■	
Enregistrement et Exécution														
19	Enregistrement de la lettre commande													■
20	Ordre de service d'exécution													■

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1 Constitution et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité de suivi est la structure en charge de l'organisation des séances d'évaluation du processus de mise en œuvre du PCD. Il détermine les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre.

Le suivi est une fonction permanente qui vise essentiellement à fournir à l'exécutif communal et aux autres parties prenantes des indicateurs sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PCD. Il permet entre autres de :

- S'assurer si les activités programmées se déroulent normalement selon les périodes, les moyens et les responsabilités prévues par le plan ;
- Prendre des mesures correctives en cas de blocage constaté ;
- Relever les écarts ou changements des situations ou des acteurs ainsi que les mobiles ayant permis de les produire ;
- Constituer une banque de données pouvant permettre la capitalisation du processus et la réactualisation du plan à un moment donné ;
- Informer régulièrement les populations, les partenaires et les bailleurs de fonds pour maintenir la crédibilité des élus locaux et des structures chargées de l'exécution du plan.

Pour mener à bien sa mission d'évaluation, il doit s'appuyer sur les indicateurs de suivi dégagé dans les cadres logiques. Ses attributions et son fonctionnement sont précisées par un arrêté municipal. Son budget de fonctionnement est par la suite élaboré et intégré dans le budget communal.

Il est composé de huit (08) personnes dont un membre de l'exécutif communal, deux membres de la Société Civile, deux Conseillers Municipaux, un personnel Communal, un représentant des autorités traditionnelles et une élite. Il s'agit en réalité de la reconduction d'une partie des membres du Comité de Pilotage, lesquels ont été choisis et confirmés selon un certain nombre de critères (intérêt, expérience, disponibilité).

Il est à noter que tout acteur intervenant dans la mise en œuvre du PCD est impliqué à différents degrés dans le suivi et l'évaluation du plan de développement. Ces acteurs sont :

- Le conseil municipal
- L'exécutif municipal
- Les services administratifs
- Les populations bénéficiaires
- Les chefs traditionnels
- Les élites

Tableau 25 : Comité de suivi du Plan Communal de Développement

POSTES	NOMS ET PRENOMS
1. Président :	Mme DAÏROU FADIMATOU
2. Secrétaire du Comité (Rapporteur)	ABDOUL KARIM BEN IDRIS
3. Membres :	
3.1. Représentants des associations des Communautés à la base	1. Mme DJAMILA KOULO 2. M. MBARGA YEONA
3.2. Représentant des Chefs traditionnels	1. Sa Majesté le Lamido TAMBOUTOU
3.3. Représentants du Conseil Municipal	1. M. TCHOUE Justin 2. M. OUMAROU TAMBOUTOU
3.4. Représentant de l'exécutif Communal	1. M DIGUERA KOUBLI ISEKIA

7.2. Les acteurs de la mise en œuvre du PCD

Dans un sens général, les acteurs de la mise en œuvre de ce plan sont les habitants de la Commune de Kalfou représentés par les membres constitutifs du bureau chargé de la mise en œuvre dénommé le Comité Communal de Suivi & Evaluation du PCD. Comme membre du CCSE, les acteurs ont comme principale activité de s'assurer que le Plan s'exécute pleinement selon la programmation prévue. Cependant, les apports sont différents selon les postes occupés en son sein.

Le président du CSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- procède à l'ordonnancement des dépenses;
- signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
- est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- représente la Commune en justice et dans les actes de la vie civile.

Le Secrétaire ou Rapporteur assure le secrétariat du Comité. A ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du président les convocations, invitations et toutes correspondances;
- rédige les procès verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les Représentants des associations des Communautés à la base. Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de tenir compte des besoins de la base qu'ils représentent.

Les chefs traditionnels. Garants de l'autorité au niveau local, ils ont un rôle consultatif au sein du Comité.

Les représentants du Conseil Municipal : La commune étant divisée en zone ou en secteur, le conseiller municipal étant originaire de l'un ou de l'autre secteur, il a un double rôle. Celui de prendre les préoccupations des populations à la base afin de les présenter et les défendre lors de la tenue des sessions du Conseil municipal d'une part et celui de tenir les populations de sa zone au courant des décisions du conseil. Il est donc les yeux de la Commune à travers la Commune ; tout comme ils portent les courriers des populations.

7.3. Indicateurs globaux de suivi et d'évaluation des activités du PIA

Les éléments ci-après sont importants et constituent les indicateurs du suivi du PIA par les différents acteurs. Il s'agit de :

- ❖ Date de la visite ;
- ❖ Localité visitée ;
- ❖ Objet de la visite ;
- ❖ Activités ;
- ❖ Montant global prévu par le plan ;
- ❖ Montant perçu ;
- ❖ Niveau de réalisation ;
- ❖ Ecart / changements constatés par rapport à l'ancienne situation.
- ❖ Difficultés rencontrées et solutions envisagées

7.4. Mécanisme de préparation du PIA

La préparation du PIA est annuelle. Il est élaboré par l'exécutif communal en collaboration avec le comité de suivi, l'agent de développement communal et le SG puis il est soumis à l'adoption du Conseil Municipal. Il tient compte des besoins et idées de projets dégagés du PCD. Pour le préparer, la Commune devrait conduire les différentes étapes suivantes :

- Evaluation des activités de l'année écoulée : il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin d'en faire un état des lieux des activités qui ont réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées.
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées.
- Evaluation des sources disponibles au niveau de la commune : il s'agit ici pour la commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape.
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification.
- Elaboration du nouveau PIA.

7.5. Le mécanisme de Révision/Actualisation du PCD

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après deux triennales. La révision dudit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un organisme d'appui local pour l'accompagnement de la réactualisation du PCD.

Les agents de développement communaux auront la charge de monter le dossier d'appel d'offre (DAO) ; et la commission de passation des marchés aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes régissant les marchés publics au Cameroun.

8. PLAN DE COMMUNICATION DU PCD

Le plan de développement n'est qu'un outil permettant à la commune de mieux planifier et de coordonner les actions de développement. Sa réussite passe d'abord par une bonne organisation de sa mise en œuvre, qui engage les différents acteurs et profite au maximum de leurs compétences. L'implication d'une population informée et motivée est dans ce sens un défi important à relever. Le dynamisme et la compétence du maire et du conseil communal constituent également un autre facteur crucial.

Concernant son financement, l'exécution du PCD dépendra largement des efforts des tiers et donc de la mesure dans laquelle la commune arrivera à convaincre ses partenaires à investir dans l'avenir de l'arrondissement de Kalfou. Une bonne stratégie de communication est alors indispensable.

Objectif :

Ce plan de communication a pour objectifs :

- Faire connaître le PCD de Kalfou et de trouver des financements pour les projets qui y sont contenus ;
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité de changement.
- Impliquer les acteurs à tous les niveaux dans les actions de développement à mettre en œuvre au sein de la commune.
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle et de veille citoyenne par les bénéficiaires.
- Assurer la bonne circulation de l'information entre les différents partenaires de la commune.
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur
- Faire la promotion du plan auprès des différents partenaires.

Cible :

- Les partenaires au développement ;
- La société civile ;
- Les médias publics et privés (radio locale, communautaires, etc.)
- Les élites ;
- Les ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ;
- Les potentiels bailleurs de fonds externes ;
- Les populations de Kalfou ;
- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, Chefs traditionnels, griots, leaders d'opinion, Imams, Pasteurs, etc.) ;
- Les associations locales

Les actions qui seront menées :

- Il faudra au préalable synthétiser le document (PCD) pour qu'il soit moins long et plus facile à lire ;
- Il faudra concevoir une publicité radio (en français, anglais, Toupouri et Fulfulde) et télé pour présenter le document ;
- Il faudra élaborer et mettre en place un site internet ou un blog de la commune de Kalfou retraçant l'histoire, la vie des populations et les activités de développement qui y sont menées ;
- **Choix des médias** : CRTV ; Canal 2 ; Cameroon Tribune ; le Jour, L'œil du Sahel, éditer un journal ou magazine local (Communal).
- **Choix du hors média** : une soirée de collecte de fonds ; mailing list ; publi postage ; les associations sur le plan local, national et même international ; une

soirée (dîner) avec les ministères techniques et les ambassadeurs et d'autres potentiels bailleurs de fonds pour la présentation du PCD

Durée de la campagne

Compte tenu du coût élevé d'une telle action, une activité préalable d'information et de sensibilisation sur environ 5 mois devra être envisagée et menée de manière intense

Planification des activités de communication du PCD

Objectif	Activité	Tâche	responsable	destinataire	Outils/ Méthode	Période	Indicateurs
Informers les relais locaux (CLD)	Invitation	Distribution des messages	Maire	Conseillers municipaux Députés Chefs religieux Autorités traditionnelles	Réunion	Mois 1	PV de réunion Fiche de présence
Informers les projets et les programmes nationaux/régionaux	Prise de contact	Déplacement	Maire	PNDP PDR GIZ PAM PLAN CAMEROON ETC	Echanges	Mois 2	Projets de partenariats/engagement à financer des projets
Faire une communication de masse	Faire du marketing du PCD	Création d'un site internet/blog communal	Maire	Grand Public	Internet	Mois 3 & 4	Existence et fonctionnalité d'un site Wb
Informers les élites extérieures	Envoyer des courriers	Contact et Distribution des courriers	maire	Entrepreneurs Hommes d'affaires Hommes politiques Fonctionnaire	Entretien lors des réunions du comité de développement	Mois 5	PV de réunion Fiche de présence

CONCLUSION.

L'identification des problèmes qui minent la Commune de Kalfou et au demeurant la recherche dans le temps des voies et moyens pour parvenir à la levée des contraintes au développement de celle-ci sont des initiatives nouvelles qui viennent totalement bouleverser l'équilibre socio économique politique de nos collectivités locales. Habitues à voir les solutions à leurs problèmes ou ce qui en tient lieu venir du sommet de l'Etat, la prise en main de leur propre développement si elle est diversement appréciée, pose tout de même un problème de familiarisation ; tant il est vrai que l'appropriation des processus de transformations sociales est complexe, onéreuse en temps et en moyens financiers que ne possèdent pas toujours nos communes.

Par ailleurs c'est à cause de ses difficultés à mener à bien son processus de développement local et pressée par le gouvernement (lui-même sous le contrôle des bailleurs de fonds internationaux), que la Commune de Kalfou, avec l'aide du PNDP son premier partenaire au développement, s'est engagée dans le processus d'élaboration de son Plan Communal de Développement afin d'améliorer sa gouvernance locale.

Cependant, comme dans tout processus d'apprentissage, la mise en œuvre des programmes de développement exige que les bénéficiaires soient formés jusqu'à l'acquisition des aptitudes nécessaires à leur autonomisation. Dans le cas de la Commune de Kalfou, des problèmes similaires à ceux que l'on rencontre à travers le pays ont aussi été identifiés. Ce sont entre autre les questions d'absence d'infrastructures, d'insuffisance de moyens financiers, de mauvaise gouvernance locale, des difficultés d'accès aux soins de santé, à une éducation de qualité, la faiblesse du niveau de développement de l'économie locale, etc.

Comme ailleurs dans les autres communes du pays, les participants aux ateliers auront donnés l'impression d'y être pour énumérer toutes ou parties de leurs doléances à l'endroit du gouvernement sans devoir à leur tour s'investir à la recherche des voies et moyens pour l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est de cet engagement lui-même résultant d'un profond changement de mentalité des populations de Kalfou que naîtra la volonté pour chaque partie prenante de contribuer efficacement à la construction de la future Commune. Les besoins sont pluriels et les moyens limités d'où la nécessité d'une mobilisation de toutes les énergies locales dans une synergie d'actions.

ANNEXE 1

FICHES DE PROJETS DU PIA

FICHE DE PROJET N° 1			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	
2 INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la Commune bénéficiaire	KALFOU		
Département	MAYO DANAY		
Région	EXTREME NORD		
Titre du Projet	Réhabilitation de 06 forages		
3 Financement du PROJET (sur 1 an)			
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			600 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres cofinancements confirmés			12 000 000
Montant sollicité			
Total			12 000 000
4 OBJECTIFS DU PROJET : Réhabiliter les forages en panne dans 6 villages de la Commune			
Groupes cible bénéficiaires	CMA Kalfou, Ecole Publique de Kalfou, Lycée de Kalfou, CSI de Gobio, Population des villages Baga et Goulourgou		
Problèmes à résoudre	- Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostiquer les pannes - Réhabiliter les forages ; - Mettre en place les comités de gestion des points d'eau. 		
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - 06 Forages réhabilités - 06 comités de gestion des points d'eau mis en place 		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description		
PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de toutes les couches à l'eau potable		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N° 2			
1	Date d'établissement	Mois	Année
			2012
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
	Nom de la Commune bénéficiaire	KALFOU	
	Département	MAYO DANAY	
	Région	EXTREME NORD	
	Titre du Projet	Construction de 03 forages à motricité humaine	
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
	Libellés	Montants	
	Contribution sur budget Communal	1 200 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres cofinancements confirmés	24 000 000	
	Montant sollicité		
	Total	24 000 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
	Groupes cible bénéficiaires	Populations des localités Gadakaral, Kotadio –Bouba et Golopo Ecole	
	Problèmes à résoudre	- Difficulté d'accès à l'eau potable	
	Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable	
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sites d'implantation - Construire 03 forages à motricité humaine ; - Mettre en place les comités de gestion des points d'eau. 	
	Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - 03 forages à motricité humaine construits et fonctionnels - 03 comités de gestion des points d'eau mis en place 	
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)	
	Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de toutes les couches à l'eau potable	
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)	
	Autres à préciser		
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
	Titre	Bailleur (s)	Terminé
			En cours
			Cocher

FICHE DE PROJET N° 3			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire		KALFOU	
Département		MAYO DANAY	
Région		EXTREME NORD	
Titre du Projet		Construction d'un bloc de 02 salles de classes équipées	
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés		Montants	
Contribution sur budget Communal		2 600 000	
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres cofinancements confirmés		16 000 000	
Montant sollicité			
Total		16 000 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires		Ecole Publique de Tchoura	
Problèmes à résoudre		- Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs globaux		Construire un bloc de 02 salles de Classes	
Objectifs spécifiques		- Lancer l'appel d'offres - Construire la salle de classe	
Résultats attendus		- 02 salles de classes construites et équipées	
Activités		Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations		Description	
PDC		Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)	
Stratégie sectorielle		Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité	
Politique nationale (DSCE)		Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)	
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre		Bailleur (s)	Terminé Cocher
			En cours

FICHE DE PROJET N° 4			
1	Date d'établissement	Mois	Année
			2012
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
	Nom de la Commune bénéficiaire	KALFOU	
	Département	MAYO DANAY	
	Région	EXTREME NORD	
	Titre du Projet	Acquisition de 1672 tables bancs pour l'ensemble des écoles primaires de la Commune de Kalfou	
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
	Libellés	Montants	
	Contribution sur budget Communal	2 500 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres cofinancements confirmés	25 080 000	
	Montant sollicité		
	Total	25 080 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET : Acquérir des tables bancs pour les écoles primaires de la Commune		
	Groupes cible bénéficiaires		
	Problèmes à résoudre	- Mauvaises conditions d'accès à l'éducation de qualité	
	Objectifs globaux	Améliorer les conditions d'accès à une éducation de qualité	
	Objectifs spécifiques	- Equiper l'ensemble des écoles de la Commune en tables bancs	
	Résultats attendus	- Toutes les écoles de la Communes sont équipées en Tables bancs	
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)	
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité	
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)	
	Autres à préciser		
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
	Titre	Bailleur (s)	Terminé Cocher
			En cours

FICHE DE PROJET N° 5			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire		KALFOU	
Département		MAYO DANAY	
Région		EXTREME NORD	
Titre du Projet		Construction de 05 blocs latrines	
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés		Montants	
Contribution sur budget Communal		1 000 000	
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres cofinancements confirmés		10 000 000	
Montant sollicité			
Total			
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires	Ecoles Publiques de Lokoro, Djiada, Zaria, Dangmiguiri et Djabewall-Ecole		
Problèmes à résoudre	- Absence d'équipements sanitaires adéquats dans les écoles		
Objectifs globaux	Construire 05 blocs latrines dans 05 écoles		
Objectifs spécifiques	- Déterminer le site - Construire les latrines		
Résultats attendus	- 05 écoles sont équipées de blocs latrines Garçon/fille		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N° 6				
1	Date d'établissement	Mois	Année	Observations
			2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	KALFOU		
	Département	MAYO DANAY		
	Région	EXTREME NORD		
	Titre du Projet	Acquisition de 698 tables bancs pour l'ensemble des écoles secondaires de la Commune		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)			
	Libellés			Montants
	Contribution sur budget Communal			1 047 000
	Contribution sur budget de l'Etat			
	Autres cofinancements confirmés			10 470 000
	Montant sollicité			
	Total			10 470 000
4	OBJECTIFS DU PROJET :			
	Groupes cible bénéficiaires	- Lycée de Kalfou, Lycée de Bougaye, Lycée de Lokoro, CETIC de Kalfou		
	Problèmes à résoudre	- Mauvaises conditions d'accès à l'éducation de qualité		
	Objectifs globaux	- Améliorer les conditions d'accès à une éducation de qualité		
	Objectifs spécifiques	- Equiper l'ensemble des écoles de la Commune en tables bancs		
	Résultats attendus	- Toutes les écoles secondaires de la Commune sont équipées en Tables bancs		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 7			
1	Date d'établissement	Mois	Année
			2012
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
	Nom de la Commune bénéficiaire	KALFOU	
	Département	MAYO DANAY	
	Région	EXTREME NORD	
	Titre du Projet	Acquisition de 02 groupes électrogènes	
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
	Libellés	Montants	
	Contribution sur budget Communal	300 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres cofinancements confirmés	3 000 000	
	Montant sollicité		
	Total		
4	OBJECTIFS DU PROJET : Doter les CSI de Bougaye et Gobio de groupe électrogène		
	Groupes cible bénéficiaires	CSI de Bougaye et CSI de Gobio	
	Problèmes à résoudre	- Absence d'électricité dans les centres de Santé intégré de la Commune	
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité	
	Objectifs spécifiques	- Pourvoir les centres de santé en électricité	
	Résultats attendus	- Les Centres de santé intégré de Bougaye et Gobio offre de meilleurs services de santé aux populations	
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PDC	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)	
	Stratégie sectorielle	Consolider l'offre de services et soins de santé	
	Politique nationale (DSCE)	Renforcer le système de santé et améliorer le financement à la demande (horizon 2020)	
	Autres à préciser		
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
	Titre	Bailleur (s)	Terminé Cocher
			En cours

Annexe 2

RAPPORT CONSOLIDE DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF